

AFRIQUE

**L'Italie investira plus
d'un milliard de
dollars en 2024**

P 16

FABRICATION DE PLAQUETTES DE FREIN

Sider El Hadjar signe un accord avec Ikam Auto Industrie Algérie

Sider El Hadjar, un complexe sidérurgique situé à Annaba, a récemment renforcé sa position sur le marché local en établissant un partenariat stratégique avec Ikam Algérie.

Lors d'une réunion tenue au siège de Sider El Hadjar, le directeur général Karim Boulaïoune a rencontré le directeur d'Ikam Algérie en présence des directeurs des ventes des deux entreprises P 3



ASSURANCES

**Lancement prochain d'un
nouveau produit
d'assurance des
saisonniers**

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a annoncé vendredi le lancement prochain d'un nouveau produit à l'intention des investisseurs et exploitants agricoles pour l'assurance de leurs travailleurs journaliers ou saisonniers engagés à travailler durant les différentes campagnes agricoles pour des périodes de courtes durées.

P 4

FIN DU PÉTROLE

**Un grand mensonge
occidental selon Mourad
Preure**



Le discours occidental sur la fin des énergies fossiles, en particulier du pétrole, est un grand mensonge. Mourad Preure, consultant international en questions énergétiques, déconstruit cette propagande en soulignant que, malgré les affirmations d'une extinction imminente du pétrole, les efforts pour déstabiliser les pays producteurs persistent.

P 5

TÉBESSA

**Plus de 7.600 postes de
formation ouverts par le
secteur de la formation
professionnelle**

Pas moins de 7.627 postes pédagogiques de formation ont été ouverts, dans la wilaya de Tébessa, par le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels en prévision de la rentrée du mois d'octobre prochain, a indiqué, samedi, le directeur du secteur, Lazhar Boudraâ.

P 3

CONVERSION DU DINAR

**Des bureaux de change
attendent l'agrément
de la Banque d'Algérie P 2**

SONATRACH ET LA COMPAGNIE
AMÉRICAINE BAKER HUGHES

**Réunion de travail
de haut niveau P 2**

ALGÉRIE-CÔTE D'IVOIRE

**Elaboration d'un projet
d'accord de coopération
dans le domaine de
l'énergie P 4**

JOURNÉE DE L'ANP
Salah Goudjil salue le rôle de l'armée

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, Président du Conseil de la Nation, a posté un message sur la plateforme X (anciennement Twitter), à l'occasion du deuxième anniversaire de la célébration de la Journée nationale de l'Armée nationale populaire.

« En ce jour national de l'armée, commémorant la transformation de l'Armée de libération nationale, qui a rempli son devoir, en Armée nationale populaire, qui l'a préservée, nous saluons cette continuité et exprimons notre respect pour sa préparation et sa modernité, ainsi que notre fierté pour ses réalisations et sa cohésion éternelle avec le peuple. L'Algérie de Novembre restera, grâce à son armée, sûre et respectée » a-t-il écrit.

PREMIER MÉDAILLÉ OLYMPIQUE ALGÉRIEN
Le boxeur Mustapha Moussa s'en est allé

Le boxeur Mustapha Moussa a tiré sa révérence, ce samedi, à l'âge de 62 ans. Il a succombé aux graves blessures à la tête, qu'il a subies dans un accident de la circulation, survenu à Oran il y a trois mois.

Le défunt s'est particulièrement distingué dans le milieu de la boxe, catégorie des moins de 81kg. Il a remporté le premier titre olympique (une médaille de bronze), lors de l'édition organisée à Los Angeles en 1984.

Il avait gagné, auparavant (1982 et 1983) des médailles d'or aux Championnats du monde militaire 1982 en Algérie et aux Jeux méditerranéens. En 1985, il a remporté une autre médaille d'or aux Jeux panarabes de 1985 et au championnat arabe de police 1986 et une médaille d'argent aux Jeux africains de 1987 à Nairobi.

UN VRAI COUP DE FILET A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LES SERVICES DE SÛRETÉ DE LA WILAYA DE BOUMERDES.
Près de 9500 comprimés psychotropes saisis par la police

La brigade de lutte contre les stupéfiants de la police judiciaire a en effet, réussi à démanteler un réseau de trafic de substances psychotropes, saisissant quelques 9390 comprimés.

« Quatre individus, âgés entre 28 et 39 ans, ont été interpellés et présentés devant les juridictions compétentes une fois les procédures d'usage finalisées », lit-on dans un communiqué parvenu à notre rédaction.

CONVERSION DU DINAR

Des bureaux de change attendent l'agrément de la Banque d'Algérie

La Banque d'Algérie s'apprête à statuer sur les demandes d'agrément des bureaux de change officiels pour la conversion de devises fortes, conformément à ce que prévoit la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit et du droit bancaire, à une époque où les prix des devises fortes continuent de connaître une hausse continue au niveau du marché noir.

Dans ce contexte, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a confirmé en réponse à une question écrite d'un député que la Banque d'Algérie se prononcera sur les dossiers de la demande d'accréditation pour ouvrir des bureaux d'échange et que des préparatifs sont en cours pour déployer un réseau de bureaux d'échange à travers le pays.

Dans le même sillage, le ministre des Finances indique que le projet de système de la Banque d'Algérie relatif aux bureaux de change a été étu-

dié et approuvé par le Conseil monétaire et bancaire, lors de sa session ordinaire tenue le 21 septembre 2023, puisqu'elle vise à adopter ce projet, dans sa première phase, et à créer les conditions pour favoriser le déploiement d'un réseau national de bureaux de change pour faciliter les opérations de change à grande échelle.

Les conditions de mise en œuvre de ce système seront déterminées selon une instruction de la Banque d'Algérie et, sur cette base, les dossiers ré-

pertoriés pour l'ouverture de bureaux de change seront examinés par la Banque d'Algérie qui délivrera les autorisations pour exercer cette activité.

Parallèlement, l'euro s'est échangé, ce vendredi 2 août, au marché noir, à 240 dinars à l'achat et 242 dinars à la vente. La valeur du dollar américain a atteint 222 dinars à l'achat et 224 dinars à la vente tandis que la livre sterling est passée à 280 dinars à la vente.

SONATRACH ET LA COMPAGNIE AMÉRICAINE BAKER HUGHES

Réunion de travail de haut niveau

Le Président directeur général (PDG) de la Sonatrach, Rachid Hachichi, a tenu, mercredi à Milan (Italie), une réunion de travail avec une délégation de la compagnie américaine Baker Hughes, conduite par son PDG, Lorenzo Simonelli, en vue de renforcer la coopération entre les deux parties, indique un communiqué du

groupe public.

Lors de cette réunion, il a été question des moyens de consolider les relations de coopération bilatérale dans le domaine de la fabrication des équipements d'énergie et de rechercher de nouvelles opportunités à même de renforcer le partenariat futur avec la compagnie américaine Baker Hughes, lit-on dans le

communiqué.

La réunion s'est déroulée en présence du PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, ainsi que des cadres dirigeants des deux sociétés algériennes, selon la même source.

Tenue à Milan, la réunion intervient dans le cadre de la visite de travail effectuée par M. Hachichi en Italie.

Il convient de rappeler que la compagnie américaine est un partenaire de Sonatrach, dans les filiales ALGESCO et APAC, spécialisées dans la fabrication d'équipements industriels et de pièces de rechange pour la chaîne de valeur des hydrocarbures, de même qu'elle contribue à plusieurs projets de développement vitaux.

MÉDÉA

De nouvelles structures éducatives attendues à la prochaine rentrée scolaire

Le secteur de l'Education nationale à Médéa sera renforcé à la rentrée scolaire 2024/2025 de nouvelles structures éducatives appelées à garantir de meilleures conditions de scolarisation, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

Seize groupes scolaires répartis à travers de nombreuses agglomérations urbaines et zones rurales de la wilaya seront réceptionnés et dont l'entrée en exploitation permettra de réduire la surcharge que

connaissent certains établissements éducatifs, a-t-on fait savoir.

Les mêmes services font part, en outre, de la réception de pas moins de 80 classes réalisées dans le cadre d'un programme d'extension des structures éducatives du cycle primaire, auxquelles s'ajoutent treize cantines scolaires aménagées dans des écoles situées en zone rurale, a-t-on indiqué.

La prochaine rentrée scolaire sera marquée également par l'entrée en fonction de cinq collèges de l'enseignement moyen et

quatre autres établissements de l'enseignement secondaire, a-t-on ajouté.

Par ailleurs, des instructions ont été données aux responsables des communes et du secteur de l'éducation pour terminer les travaux de réfection menées à travers de nombreuses écoles primaires avant la mi-août courant et d'achever également l'installation des nouveaux équipements acquis au profit de ces écoles, a-t-on conclu.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

FABRICATION DE PLAQUETTES DE FREIN

Sider El Hadjar signe un accord avec Ikam Auto Industrie Algérie

Sidar El Hadjar, un complexe sidérurgique situé à Annaba, a récemment renforcé sa position sur le marché local en établissant un partenariat stratégique avec Ikam Algérie. Lors d'une réunion tenue au siège de Sidar El Hadjar, le directeur général Karim Boulaïoune a rencontré le directeur d'Ikam Algérie en présence des directeurs des ventes des deux entreprises. Cette rencontre visait à consolider la coopération entre les deux sociétés, Ikam étant le seul fabricant algérien de pièces de rechange automobiles, notamment de plaquettes de frein.



Par Mourad A.

L'accord conclu marque un tournant important dans la relation commerciale entre Sidar El Hadjar et Ikam, selon les médias locaux. Ce partenariat prévoit que Sidar El Hadjar fournira des tôles laminées à chaud, un matériau essentiel pour la fabrication des plaquettes de frein par Ikam. Ce dernier avait déjà reçu deux commandes de tôles laminées à chaud, représentant une part significative des composants nécessaires pour les véhicules particuliers et utilitaires. Le président directeur général d'Ikam a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des produits fournis par Sidar El Hadjar et a confirmé que ces plaquettes de frein sont désormais disponibles sur le marché national. Pour formaliser cette collaboration, un accord-cadre

annuel a été signé, faisant d'Ikam un client stratégique de Sidar El Hadjar. Cet accord assure un approvisionnement régulier en tôles laminées à chaud pour les besoins annuels d'Ikam et marque un pas significatif dans le renforcement des relations commerciales de Sidar El Hadjar. En parallèle, Sidar El Hadjar poursuit son ambitieux plan de développement de 500 millions de dollars, annoncé par le ministre de l'Industrie, Ali Aoun. Ce plan vise à moderniser les installations du complexe, à améliorer sa rentabilité et à résoudre les problèmes liés à l'importation de coke métallurgique. Il comprend l'installation d'une unité de réduction directe (DRI) et de nouvelles aciéries électriques, avec pour objectif d'augmenter la production annuelle à 2,5 millions de tonnes d'ici fin 2028.

Le passage au procédé DRI, qui utilise du gaz plutôt que du coke, devrait considérablement réduire les coûts de fonctionnement. Ce développement sera accompagné d'un programme de formation continue pour le personnel. Sidar El Hadjar a également entamé l'exécution d'un contrat signé en novembre 2023 avec Sonatrach, d'une valeur de 21,7 milliards de dinars (158,5 millions de dollars), pour la fourniture de 1000 kilomètres de tubes casing destinés aux forages pétroliers et gaziers. En tant que seule usine de fabrication de tubes sans soudure au Maghreb, Sidar El Hadjar possède une capacité annuelle de 45 000 tonnes et a récemment renforcé ses certifications de qualité selon les normes API et ISO 9001. L'unité de tuberie sans soudure (TSS) utilise des équipements modernes pour garantir des produits de haute qualité.

MOSTAGANEM

Sept actions de développement en faveur des communes de Hassiane et Aïn Nouissy

Les communes de Hassiane et Aïn Nouissy de la wilaya de Mostaganem ont bénéficié de sept nouvelles actions de développement dans divers secteurs, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. Le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a inspecté, dernièrement, des projets dont ont bénéficié ces deux communes, et ce dans les domaines de l'énergie, des travaux publics, des ressources en eau et de l'éducation nationale, et a écouté les préoccupations des citoyens de ces deux collectivités.

Dans ce cadre, le village de Gouara de la commune de Hassiane devrait être raccordé au réseau de gaz naturel, dans dix mois, après la réalisation d'un réseau long de 12,75 km pour une enveloppe financière de 35 millions DA, outre une large opération d'aménagement des routes pour un montant de 19 millions DA, a-t-on indiqué.

Dans le cadre du programme du développement social et économique des collectivités locales de cette année, le chemin reliant le village de Benyahi de cette commune et la route nationale RN 17 sera réhabilité pour un montant de 15 millions DA, selon les services de la wilaya.

Lors de cette visite du terrain, le chef de l'exécutif de la wilaya a donné des instructions portant sur la mise en service, vers la fin du mois d'août en cours, de deux puits artésiens au niveau des villages de Benyahi et Ayache, en vue de renforcer l'alimentation des citoyens en eau potable.

Le wali a inspecté dans la commune de Aïn Nouissy le projet d'ouverture de pistes au villages de Belhadj pour un investissement de 7,8 millions DA, où l'entreprise de réalisation s'est engagée à livrer le projet la prochaine semaine, sachant que le taux d'avancement des travaux a atteint 70 pc.

Après avoir écouté les préoccupations des citoyens de ce village, M. Boudouh a instruit les responsables locaux d'effectuer le choix d'un terrain pour la réalisation de deux classes et d'un stade de proximité.

Il a aussi ordonné l'achèvement du projet d'éclairage public et l'étude du budget de la commune pour le raccordement du village de Bouksara à la station de pompage d'eau en vue de renforcer l'alimentation des citoyens en eau potable, a-t-on ajouté.

TINDOUF

Plus de 7.600 postes de formation ouverts par le secteur de la formation professionnelle

Plus de 7.627 postes pédagogiques de formation ont été ouverts, dans la wilaya de Tébessa, par le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels en prévision de la rentrée du mois d'octobre prochain, a indiqué, samedi, le directeur du secteur, Lazhar Boudraâ.

Il s'agit, a précisé le même responsable, de 1.635 postes de formation par apprentissage et de 4.732 postes relatifs à la formation qualifiante et de technicien supérieur, répartis en 5 niveaux, dont 1.210 postes de formation destinés aux bénéficiaires de l'allocation chômage et 1.100 postes de formation en présentiel.

M. Boudraâ a souligné que les postes de formation ont été adaptés aux besoins du marché local de l'emploi, notamment dans l'agriculture, l'industrie alimentaire, le tourisme, l'artisanat et les mines, cette dernière spécialité étant destinée à fournir une main-d'œuvre technique qualifiée au projet de phosphate intégré de Bled El-

Hadba. Pour rappel, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels compte, dans la wilaya de Tébessa, 24 établissements de formation dont 3 instituts de formation professionnelle, 4 instituts nationaux spécialisés, 19 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) et 5 centres privés agréés.

FINANCES

Faid préside une réunion périodique de coordination avec les cadres du secteur

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a présidé jeudi à Alger, une réunion périodique de coordination, réunissant les directeurs généraux et les chefs des structures centrales du ministère, ainsi que le directeur général de l'Office National des Statistiques, a indiqué, un communiqué du ministère. Cette réunion tenue au siège du ministère "a été l'occasion de faire le point sur les préparatifs pour la Loi de Finances 2025 et de passer en revue la mise en œuvre du Contrat d'Objectifs et de Performance (CoP) au titre de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité". Dans son mot d'ouverture, M. Faid, a souligné l'importance de cette réunion pour le suivi de la mise en œuvre des différentes orientations et décisions prises lors des rencontres précédentes. Il a ainsi exprimé "la nécessité d'adopter une approche inclusive et participative", impliquant toutes les parties prenantes afin de poursuivre les réformes structurelles visant à renforcer la résilience économique et à améliorer la gouvernance des finances publiques, selon la même source. Il a également indiqué qu'il était "essentiel d'accélérer la réalisation des infrastructures des régies du ministère des Finances, en vue d'accompagner les réformes en cours et d'améliorer les conditions de travail et d'accueil au niveau des services extérieurs". Il a également exhorté les directeurs généraux à impliquer les responsables régionaux pour intensifier les visites sur le terrain, suivre et évaluer la gestion de leurs infrastructures, ainsi que la mise en œuvre des différents projets.

ASSURANCES

Lancement prochain d'un nouveau produit d'assurance des saisonniers

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a annoncé vendredi le lancement prochain d'un nouveau produit à l'intention des investisseurs et exploitants agricoles pour l'assurance de leurs travailleurs journaliers ou saisonniers engagés à travailler durant les différentes campagnes agricoles pour des périodes de courtes durées. Baptisé "Saisonnier Agricole" ce

nouveau produit, qui sera lancé à travers sa filiale Le Mutualiste, a pour objectif d'offrir une couverture complète et adaptée aux besoins des travailleurs saisonniers en cas d'accidents survenant lors de l'exercice d'activités agricoles, a indiqué la mutualité agricole dans un communiqué. "Le lancement de ce nouveau produit à travers le réseau de la mutualité agricole

coïncidera "probablement" avec le démarrage de la prochaine campagne labours-semailles 2024-2025, a-t-elle fait savoir. Soulignant son importance, la CNMA a expliqué que le produit "Saisonnier Agricole" s'inscrit dans son rôle assurantiel fondamental pour préserver l'agriculture et assurer la durabilité des activités liées à ce secteur stratégique.

ALGÉRIE-CÔTE D'IVOIRE

Elaboration d'un projet d'accord de coopération dans le domaine de l'énergie

L'Algérie et la Côte d'Ivoire sont convenues, jeudi, d'élaborer un projet d'accord de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, qui sera signé à la fin de l'année en cours, indique un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. Cet accord intervient suite aux entretiens du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, par visioconférence, avec le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Energie, Mamadou Sangafowa Coulibaly, ayant porté sur les moyens du renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie. "Les deux parties sont convenues de former une équipe de travail mixte, et de la mise en place d'une feuille de route pour le développement des relations de coopération bilatérale, outre l'élaboration d'un projet d'accord de coopération dans le domaine de l'énergie, qui sera signé lors de la prochaine

visite du ministre ivoirien en Algérie l'année courante", selon le communiqué. Lors des entretiens, qui ont vu la présence de cadres du ministère, les deux parties ont examiné l'état des relations bilatérales et les moyens de les renforcer et de les développer dans le domaine de l'énergie et des mines. En outre, les deux ministres ont passé en revue les opportunités de coopération entre les deux pays tout le long de la chaîne de valeur dans le secteur des hydrocarbures", a ajouté le communiqué. Les deux parties ont également évoqué les opportunités de coopération dans le

domaine de production et du transport d'électricité, ainsi que la maintenance et la fabrication des équipements d'électricité, la formation et l'échange d'expertises dans ces domaines entre Sonelgaz et la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), en sus d'œuvrer à développer le réseau électrique africain. Par la même occasion, M. Arkab a souligné "la disposition de l'Algérie à appuyer la République de la Côte d'Ivoire à travers la formation et le transfert du savoir-faire dans plusieurs domaines, à l'instar des hydrocarbures et de l'électricité".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 01 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Août 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة		المنتجات
		DA / Kg	دج / كغ	دج / كغ	دج / كغ	
		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	97	117	77	البطاطا	خضار طازجة
	Tomate	66	79	53	الطماطم	
	Oignon sec	42	48	36	البصل الجاف	
	Ail sec	330	386	274	الثوم الجاف	
	Carotte	68	77	60	الجزر	
	Navet	116	129	104	لفت	
	Poivron	98	112	84	الفلفل الاخضر	
	Piment	104	120	88	الفلفل الحار	
	Courgette	72	81	62	الكوسة	
	Haricot vert	186	206	165	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	90	101	79	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	404	503	305	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	569	698	441	التمر	
	Melon	109	121	96	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	83	93	73	البطيخ الاحمر	
	Banane	352	366	338	الموز	
Produits d'origine animale	V viande bovine locale	1739	1873	1605	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	392	403	381	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

OPEP+

La demande de pétrole devrait reprendre sa tendance haussière prochainement

La demande de pétrole devrait reprendre sa tendance haussière au cours des prochaines semaines, mettant un terme aux incertitudes actuelles qui pèsent sur le marché, a affirmé jeudi à Alger le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Cette déclaration est intervenue à l'issue de la participation du ministre de l'Energie et des Mines par visioconférence aux travaux de la 55e réunion du Comité ministériel de suivi OPEP-non OPEP (JMMC), selon un communiqué du ministère. Lors de cette réunion à laquelle ont assisté le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "AILNAFT" et des cadres du ministère, les membres du comité ont évalué, d'une part, le respect des engagements de limitation de la production des pays de l'Opep+ pour les mois de mai-juin, et ont échangé, d'autre part, des points de vue sur la situation actuelle du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court terme. Au terme de cette réunion, M. Arkab a indiqué que les pays membres du JMMC restent "extrêmement vigilants" quant à l'évolution du marché pétrolier international à court terme. Le ministre a indiqué également que "les incertitudes qui pèsent sur les fondamentaux du marché pétrolier ne sont pas de nature à perdurer plus longtemps dans la mesure où le marché demeure convenablement approvisionné et que la demande de pétrole devrait s'inscrire dans une tendance haussière plus soutenue au cours des prochaines semaines".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

FIN DU PÉTROLE

Un grand mensonge occidental selon Mourad Preure

Le discours occidental sur la fin des énergies fossiles, en particulier du pétrole, est un grand mensonge. Mourad Preure, consultant international en questions énergétiques, déconstruit cette propagande en soulignant que, malgré les affirmations d'une extinction imminente du pétrole, les efforts pour déstabiliser les pays producteurs persistent. Cette situation paradoxale résulte du fait que la transition vers des énergies alternatives comme l'électrique et l'hydrogène vert est illusoire et engendre des conséquences désastreuses pour l'environnement, a-t-il affirmé lors de son passage sur la radio nationale.

Par Mourad A.

S'exprimant sur les ondes de la Chaîne 3, Mourad Preure a mis en avant les stratégies des puissances mondiales visant à maintenir leur emprise sur les pays riches en ressources énergétiques. Il a cité la dimension géopolitique de l'industrie pétrolière, où les pays producteurs sont considérés comme le maillon faible en raison de leur pouvoir décisionnel limité face aux grandes compagnies internationales. Il a également souligné que la lutte pour le contrôle des approvisionnements en énergie et en matières premières devient de plus en plus agressive, comme en témoigne la situation dans la zone sahélo-sahélienne. « La prétendue fin du pétrole, telle qu'annoncée par les spécialistes occidentaux, est un vaste mensonge. Alors que ces analystes affirment que le pétrole est en train de disparaître, nous observons que la pression sur les pays producteurs persiste. Ce paradoxe s'explique par le fait que la transition des énergies fossiles vers l'électrique et l'hydrogène vert est une illusion, entraînant en outre des conséquences environnementales désastreuses », a-t-il ajouté. Le consultant international a expliqué que la fin de l'ère du pétrole est une illusion, car les hydrocarbures, gaz et pétrole, représentent encore plus de 50% de la consommation énergétique mondiale. Il estime que les guerres de l'éner-

gie n'ont jamais cessé, et que la demande mondiale de pétrole continuera de croître jusqu'en 2030, soutenue par une forte demande de transport aérien et une mobilité routière accrue. Selon un récent rapport de l'Opep, la consommation mondiale de pétrole pourrait atteindre 106,3 millions de barils par jour en 2025, laissant présager de nouveaux records. Mourad Preure a également évoqué la dynamique actuelle des marchés énergétiques, soulignant que la transition énergétique, tant vantée par les pays occidentaux, est loin d'être une réalité tangible. Les investissements massifs dans les infrastructures électriques et les technologies vertes ne suffisent pas à compenser la demande croissante en énergies fossiles. Les défis technologiques, économiques et environnementaux posés par les énergies alternatives rendent leur adoption à grande échelle difficile. Il a souligné que les infrastructures existantes, principalement basées sur les énergies fossiles, nécessitent encore des décennies de transformation avant qu'une véritable transition puisse être envisagée. De plus, Preure a pointé du doigt les contradictions des politiques énergétiques occidentales. Bien que ces pays promeuvent ostensiblement les énergies renouvelables, ils continuent d'exploiter et de sécuriser des sources de pétrole à l'étranger. La pression exercée sur les pays producteurs, souvent accompa-

gnée de sanctions et de déstabilisations politiques, vise à maintenir une domination sur les ressources énergétiques stratégiques. En outre, il a mis en lumière l'impact économique des hydrocarbures sur les économies mondiales, en particulier dans les pays en développement. Ces nations, fortement dépendantes des revenus pétroliers, se trouvent souvent prises au piège des fluctuations des prix du pétrole, exacerbées par les politiques des grandes puissances. La manipulation des marchés pétroliers pour des gains géopolitiques met en péril la stabilité économique de nombreuses régions. Preure a conclu en affirmant que les pays occidentaux cherchent à contrôler la transition énergétique et que l'introduction de nouvelles monnaies comme le yuan chinois et la roupie indienne dans le commerce du pétrole est une véritable révolution. La demande mondiale de pétrole, tirée par la Chine et alimentée par les secteurs du transport aérien et des activités industrielles, devrait continuer de croître de manière robuste dans les années à venir. Cette dynamique reflète non seulement l'insuffisance des énergies alternatives pour répondre aux besoins mondiaux actuels, mais aussi l'incapacité des politiques occidentales à s'adapter aux réalités économiques et énergétiques mondiales.

PLAN DE SAUVEGARDE DE LA CASBAH D'ALGER

Au menu d'une réunion entre la ministre de la culture et le wali d'Alger

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a tenu, jeudi au siège de la wilaya d'Alger, une séance de travail conjointe avec le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, consacrée au suivi du taux d'avancement de la mise en œuvre du plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la Casbah d'Alger.

A cette occasion, des explications ont été fournies par les responsables du projet concernant la situation des sites culturels au niveau de la wilaya d'Alger, ainsi que l'avancement de la mise en œuvre du plan, outre des exposés sur l'aménagement de la ville d'Alger.

"La wilaya a achevé, dans le cadre de son budget, l'aménagement et la réhabilitation de 7 projets comprenant la mosquée du Dey à la Citadelle d'Alger, Dar el Baroud de la citadelle d'Alger, la maison de Bouhired, le mausolée de Sidi Abderrahmane Thaâlibi, Dar Bachtarzi, deux immeubles dans la rue Ouslimani, en sus de l'aménagement de 143 immeubles comprenant 1515 appartements dans la basse Casbah et le café des artistes Hadj Al-Anka", indique un communiqué des services de la wilaya. Le communiqué fait état également de "12 projets en cours d'aménagement et de réhabilitation tels que le Palais du Dey à la Citadelle d'Alger, le Palais des Beys à la Citadelle d'Alger, la mosquée El Barani et 2 des Douerates adjacentes, le Palais Hassan Pacha et d'autres palais et sites, ainsi que 6 autres projets en cours de lancement et 4 autres projets en phase de lancement des études y afférentes", ajoute la même source. A l'issue de la séance de travail conjointe, Mme Mouloudji et M. Rabehi ont visité les galeries de la Casbah où ils se sont enquis de leur état d'aménagement.

RECHERCHE ET EXPLORATION DES HYDROCARBURES

La Côte d'Ivoire intéressée par l'expertise algérienne

L'Algérie et la Côte d'Ivoire ont convenu, jeudi, d'élaborer un projet d'accord de coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie, qui sera finalisé à la fin de l'année en cours, indique un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. Cet accord intervient suite aux entretiens du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, par visioconférence, avec le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Energie, Mamadou Sangafowa Coulibaly, ayant porté sur les moyens du renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie. «Les deux parties sont convenues de for-

mer une équipe de travail mixte, et de la mise en place d'une feuille de route pour le développement des relations de coopération bilatérale, outre l'élaboration d'un projet d'accord de coopération dans le domaine de l'énergie, qui sera signé lors de la prochaine visite du ministre ivoirien en Algérie l'année courante», selon le communiqué. Lors des entretiens, qui ont vu la présence de cadres du ministère, les deux parties ont examiné l'état des relations bilatérales et les moyens de les renforcer et de les développer dans le domaine de l'énergie et des mines. En outre, les deux ministres ont passé en revue les opportunités de coopération

entre les deux pays tout le long de la chaîne de valeur dans le secteur des hydrocarbures», a ajouté le communiqué. A cet égard, le ministre ivoirien a mis en avant l'expérience que peut apporter l'Algérie, à travers Sonatrach, dans les domaines de la recherche et de l'exploration des hydrocarbures (amont et aval), le développement des champs, le raffinage, la production et le transport du gaz et du gaz naturel liquéfié (GNL), le transport et la distribution de produits pétroliers, ainsi que dans le domaine organisationnel et de la formation, suite notamment aux nouvelles découvertes de pétrole et du gaz en Côte d'Ivoire. Les deux parties ont également évoqué

les opportunités de coopération dans le domaine de production et du transport d'électricité, ainsi que la maintenance et la fabrication des équipements d'électricité, la formation et l'échange d'expertises dans ces domaines entre Sonelgaz et la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), en sus d'œuvrer à développer le réseau électrique africain. Par la même occasion, M. Arkab a souligné «la disposition de l'Algérie à appuyer la République de la Côte d'Ivoire à travers la formation et le transfert du savoir-faire dans plusieurs domaines, à l'instar des hydrocarbures et de l'électricité».

JIJEL

900 millions de DA pour la réhabilitation du CW 142 entre la commune de Chahna

Une enveloppe financière de 900 millions de DA a été mise en place dans la wilaya de Jijel en vue de la réhabilitation du chemin de wilaya (CW) n° 142 reliant la commune de Chahna aux limites administratives de la wilaya de Mila, a indiqué, jeudi, le directeur intérimaire des travaux publics, Adel Lechehab. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la remise en état de cet axe, long de 25 km, sera centrée sur l'élimination des "points noirs" par un traitement des virages dangereux, l'élargissement de la chaussée et la réalisation de bas-côtés drainants à même de permettre l'écoulement des eaux de pluie et d'empêcher les glissements. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à désenclaver la zone sud de la wilaya de Jijel et à réhabiliter les différentes voies facilitant la circulation automobile entre Jijel et les wilayas voisines, selon le même responsable qui a souligné que les délais contractuels arrêtés pour l'achèvement du projet ont été fixés à 15 mois, ce segment du CW 142 devant être livré "d'ici à la fin de l'année 2025".

M. Lechehab a également indiqué que le secteur des travaux publics vient d'entamer plusieurs opérations destinées à améliorer la situation générale des routes nationales (RN) et des chemins de wilaya (CW).

Il a cité, à ce propos, la réhabilitation de la RN 77 dans son tronçon reliant la commune de Texenna et le chef-lieu de wilaya, de la RN 147 dans la zone de Boukher-toum (commune d'Emir-Abdelkader) et du CW 135 entre les communes de Chekfa et de Bordj Thar

TISSEMSILT

Taux d'avancement important du programme complémentaire de la wilaya

Le wali de Tissemsilt Bouzaid Fethi a fait part, mercredi, d'un taux d'avancement important réalisé dans les différents projets du programme complémentaire consacré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya.

Le wali a indiqué, lors de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) au titre de l'année 2024, consacrée à la présentation des résultats du programme complémentaire de la wilaya, que 13 projets dans le secteur des travaux publics ont bénéficié d'une enveloppe financière de 47,62 milliards de dinars, avec un taux d'avancement des travaux supérieur à 60 pour cent enregistré. Parmi ces projets figurent le dédoublement de la route nationale RN 14, reliant la wilaya de Tissemsilt aux frontières de Tiaret, sur une distance de 8 km, avec la réalisation d'un échangeur, ainsi que la réalisation

du dédoublement de la RN 120, qui relie la commune de Laayoune et les frontières de la wilaya de Djelfa sur une distance de 22 km, l'entretien des chemins communaux sur une distance de 98 km, en plus des travaux de réparation des glissements de terrain sur les routes nationales 65 et 19 à Theniet El Had et Lazharia, qui tirent à leur fin. Le wali a également évoqué le secteur des ressources en eau, qui a bénéficié de 19 projets d'une enveloppe financière de 20,85 milliards de dinars, qui enregistrent un taux d'avancement important des travaux, notamment la mise en service de nombreux forages, qui ont permis à la wilaya de faire face au manque

d'approvisionnement en eau potable. Concernant le secteur de l'énergie, il a souligné que 128 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique à travers la wilaya, ainsi que des travaux de raccordement de 8 autres, actuellement en cours sur une distance d'environ 50 km, avec une enveloppe financière dépassant les 200 millions de dinars, en plus du raccordement des zones reculées aux réseaux d'électricité et de gaz, portant le taux de couverture de la wilaya avec ces deux énergies importantes à plus de 90 pour cent. Concernant l'habitat, M. Bouzaid a souligné la grande avancée des projets dans ce secteur vital pour la wilaya.

EL-MÉNIAÂ

Entretien de plus de 300 kilomètres du réseau de distribution d'électricité

Plus de 300 kilomètres linéaires du réseau de distribution d'électricité ont été entretenus dans la wilaya d'El-Méniaâ, au titre des actions visant l'amélioration de la qualité de service, a rapporté vendredi la cellule de communication de la direction de la distribution d'électricité et du gaz (Sonelgaz-Distribution). Des équipes techniques ont été mobilisées par l'entreprise pour réaliser les travaux de maintenance durant le premier semestre de l'année en

cours, qui ont concernés 27.723 clients abonnés au réseau d'électricité dans la wilaya, dans le but d'assurer les prestations fournies aux clients en matière d'approvisionnement en électricité, notamment pendant la saison estivale, qui connaît une demande croissante en cette énergie dans cette région du sud. Ces travaux ont permis l'entretien de 127 kilomètres linéaires du réseau de distribution d'électricité de haute tension (HT), en plus des 182 kilomètres

linéaires du réseau de distribution de basse tension (BT), a-t-on expliqué. Il s'agit aussi des opérations de maintenance de 99 transformateurs électriques au cours de la même période, a-t-on ajouté. Ces actions s'inscrivent au titre du programme de surveillance périodique et continue du réseau de distribution d'électricité au profit des clients de l'entreprise à travers la wilaya, a fait savoir la même source

GUELMA

Programme d'urgence pour améliorer l'approvisionnement en eau potable de 6 communes

Le coup d'envoi a été donné jeudi pour l'exécution de deux opérations du programme d'urgence 2024 d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de six communes de la wilaya de Guelma. Présidant le lancement du projet de réhabilitation de la station de pompage dégradée de la commune de Djebala Khemissi au titre de la première opération de ce programme, le wali Houria Aggoune a précisé

qu'une enveloppe financière de 145 millions DA a été octroyée pour les deux opérations de ce programme. La première opération de réhabilitation des deux stations de pompage dégradées des communes de Djebala Khemissi et d'Oued Fragha mobilise 100 millions DA et devra être exécutée dans un délai n'excédant pas les deux mois, a ajouté la cheffe de l'exécutif local. A terme, cette opération améliorera

l'approvisionnement en eau potable en augmentant la quantité et de volume horaire d'accès à l'eau au profit de près de 50.000 habitants des communes d'Oued Fragha, Bouche-gouf, M'djez Sfa, Djebala Khemissi et Beni Mezline, a assuré, Mme Aggoune. La seconde opération porte sur la réhabilitation de la station de pompage de la commune de Bouati Mahmoud (20 km au Nord-ouest de Guelma) pour une enveloppe finan-

cière de 45 millions DA, selon la même responsable. Selon les données techniques présentées à la cheffe de l'exécutif local, cette opération à réceptionner en octobre prochain vise à améliorer l'approvisionnement en eau potable de plus de 7.000 habitants de la commune de Bouati Mahmoud en leur assurant l'eau une fois tous les deux ou trois jours au lieu d'une fois par semaine actuellement.

NÂAMA

Réhabilitation de 36 écoles primaires dans la daïra de Mecheria

Un total de 36 écoles primaires de la daïra de Mecheria, dans la wilaya de Nâama, ont bénéficié d'opérations de rénovation et de réhabilitation pour une enveloppe budgétaire globale de 220 millions de dinars, en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2024-2025), a-t-on appris, jeudi, des services de la wilaya. La même source a précisé que le wali de Nâama, Lounes Bouzegza, a effectué, jeudi, une visite d'inspection au cours de laquelle il s'est enquis de l'avancement des travaux mis en œuvre dans le cadre de ce programme.

Les travaux initiés dans cette optique affichent des "taux d'avancement appréciables", a-t-on fait savoir de même source, faisant observer que les chantiers de 7 écoles ayant fait l'objet des mêmes actions sont totalement achevés, alors que les travaux des 29 écoles restantes affichent des taux d'avancement oscillant entre 50 et 80%, a indiqué la même source, qui a souligné que 5 écoles sur les 36 ciblées ont bénéficié d'aires de jeux pour une enveloppe financière globale de 30 millions de dinars. Le premier responsable de l'exécutif de

Nâama, lors de sa visite dans la daïra de Mecheria, qui couvre administrativement les communes du chef-lieu de daïra de Aïn Benkhelel et de Labiod, a mis l'accent sur l'impératif d'accélérer la cadence des travaux afin de réceptionner les projets dans les délais contractuels. M. Bouzegza a, d'autre part, instruit les services compétents de doter ces établissements scolaires d'équipements de chauffage central, de terrains de jeu revêtus de gazon synthétique, et ce, a-t-il insisté "avant la rentrée des classes", a fait savoir la même source. Le wali de Nâama a éga-

lement inspecté, lors de sa tournée, dans la commune de Mecheria, le chantier inhérent à l'aménagement urbain de l'agglomération rurale de 2.400 logements pour une enveloppe financière de 160 millions de dinars. M. Bouzegza a annoncé, à cette occasion, que cette nouvelle zone d'habitation vient de bénéficier de nouveaux projets, dont un lycée, un CEM et une école primaire, une polyclinique et une piscine de proximité, indiquant que les travaux de concrétisation de ces nouveaux projets "seront lancés prochainement".

LA PERTE D'INFLUENCE POLITIQUE DE L'ONU

De la « Realpolitik » à la dégradation des standards des Droits de l’Homme

La perte d'influence politique de l'ONU, montre comment la « realpolitik » — un concept élaboré par le diplomate autrichien Klemens von Metternich, qui privilégie des considérations pratiques plutôt que morales — peut mener à la dégradation des standards des droits de l'Homme.

Par Véronique Chabourine

La « realpolitik », en se concentrant sur les intérêts et le pouvoir des Etats au détriment des principes éthiques, favorise des décisions qui sapent les normes internationales de droits humains. Face à cette situation, il est urgent d'envisager des réformes structurelles, comme la limitation du droit de veto, et l'élargissement du Conseil de sécurité, pour restaurer la crédibilité et l'efficacité de l'organisation.

Le New Agenda for Peace proposé par le secrétaire général des Nations-Unies, Antonio Guterres, qui vise à renforcer l'action multilatérale pour la paix et la sécurité, offre une feuille de route pertinente pour ces réformes. Par Véronique Chabourine, analyste Soft Power

Le 30 juin dernier, à Doha, les talibans ont participé à la 3e réunion d'une série de pourparlers sur l'Afghanistan organisée par l'ONU, après avoir imposé comme condition sine qua non, l'absence de toute femme afghane et de représentants de la société civile afghane. Cette condition acceptée par l'ONU a été vivement critiquée. Les envoyés spéciaux des États-Unis, de la Russie, de la Chine, du Pakistan et de plusieurs pays européens, dont la France, ainsi que des représentants de l'ONU et des ONG internationales, étaient présents pour établir un dialogue direct avec les talibans et améliorer la situation des droits humains, en particulier ceux des femmes dans le pays. La réunion s'est conclue sans progrès significatifs en matière de droits humains. Les discussions ont mis en avant la nécessité de nommer un envoyé spécial de l'ONU et de renforcer l'aide humanitaire. Les participants ont noté l'absence de progrès tangibles, notamment sur les droits des femmes.

Le 27 mars dernier, l'organisation des Nations unies (ONU) a nommé l'Arabie Saoudite à la présidence du Forum sur les droits des femmes et l'égalité des sexes, déclenchant une déferlante de critiques des ONG et de la société civile, dénonçant une perception flagrante de double standard de l'organisation, étant donné le bilan de l'Arabie Saoudite en matière de droits des femmes. Aujourd'hui, l'ONU se trouve à nouveau sous le feu des critiques pour avoir accepté d'asseoir les talibans à la table des négociations tout en respectant leur condition de ne pas inclure les femmes dans les discussions. Cette décision va directement à l'encontre des principes établis dans les conventions internationales de l'ONU. L'article 2 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (DUDH) de 1948 stipule que



tous les individus ont droit aux libertés et aux droits sans distinction de sexe. En acceptant cette condition des talibans, l'ONU contredit également les articles 7 et 8 de la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW) de 1979, qui exigent la participation pleine et entière des femmes à la vie politique et publique.

Ces actions entraînent une perte d'influence normative de l'ONU, affaiblissant non seulement sa crédibilité, mais réduisant également sa capacité à imposer des standards internationaux. En outre, l'ONU risque de légitimer des normes qui vont à l'encontre des droits de l'Homme. En réponse aux critiques, Rosemary DiCarlo, sous-secrétaire générale aux affaires politiques et de consolidation de la paix de l'ONU, a déclaré que "discuter ne veut pas dire légitimer". Cette distinction est difficile à maintenir lorsque les conditions imposées par des régimes répressifs sont acceptées, car cela peut être perçu comme une forme de reconnaissance tacite de leur autorité et de leurs pratiques.

Une influence politique en déclin

Déjà par le passé récent, plusieurs exemples illustrent la difficulté de l'ONU à maintenir une légitimité cohérente et une influence politique efficace. L'incapacité à résoudre les conflits en Syrie, au Yémen, en Bosnie ou en Ukraine, ou les résolutions souvent symboliques n'ont pas conduit à des changements tangibles, renforce l'image d'une organisation qui peine à appliquer ses grands concepts des droits de l'Homme et d'égalité des genres face aux intérêts politiques des grandes puissances.

Le problème du droit de veto, utilisé de manière excessive par les membres permanents du Conseil de sécurité, est au cœur de cette paralysie. Ce mécanisme,

conçu pour maintenir un équilibre de pouvoir après la Seconde Guerre mondiale, est aujourd'hui employé pour servir les intérêts géopolitiques des puissances dominantes, au détriment des principes mêmes de l'ONU. Par exemple, la Russie et la Chine ont régulièrement opposé leur veto à des résolutions concernant la Syrie, empêchant ainsi toute action significative pour mettre fin à la guerre civile. Le 30 septembre 2022, la Russie a utilisé son veto pour bloquer la résolution qui condamnait l'annexion par Moscou de quatre régions ukrainiennes et demandait le retrait immédiat des troupes russes. En 2023, le Conseil de sécurité de l'ONU a vu l'utilisation de son veto à six reprises. En comparaison, la moyenne annuelle du nombre de vetos au cours de la décennie précédente (de 2013 à 2022) était de 3,8 vetos par an. Cette augmentation significative de l'utilisation du droit de veto en 2023 souligne les tensions géopolitiques accrues et les divisions profondes au sein du Conseil de sécurité, rendant presque impossible l'adoption de mesures concertées et efficaces.

Cette situation contribue à la perte d'influence politique de l'ONU, mais les défis ne s'arrêtent pas là. L'organisation doit également faire face à une crise de financement humanitaire exacerbée par les doubles standards perçus et à la dépendance à quelques grands donateurs. En 2023, seulement 20% des besoins humanitaires étaient financés à mi-année, créant un déficit de 20 milliards de dollars malgré des besoins records. La frustration des bailleurs face aux incohérences perçues dans les politiques de l'ONU a conduit, la Suède, l'Autriche, la Norvège et le Danemark à réduire ou suspendre leur financement, obligeant l'organisation mondiale à réduire l'aide humanitaire en Afghanistan, en Syrie et au Yémen, compromettant ainsi la crédibilité de l'organisation et sa capacité à ré-

pondre efficacement aux crises mondiales.

Pour pallier sa crise d'influence politique et retrouver sa crédibilité sur la scène internationale, l'ONU pourrait adopter plusieurs réformes essentielles – D'abord limiter l'usage du droit de veto, particulièrement dans les situations de violations graves des droits humains, pour empêcher les blocages systématiques et permettre des actions plus décisives – Ensuite, élargir le Conseil de Sécurité pour inclure plus d'États membres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, améliorant ainsi la représentativité et la légitimité des décisions prises – Enfin, diversifier ses sources de financement, et améliorer la transparence de ses programmes pour compenser le désengagement de certains bailleurs de fonds. Ces réformes pourraient renforcer la confiance des États membres et des donateurs augmentant ainsi l'aide humanitaire.

L'étude récente du Crisis group, organisation indépendante qui mène des recherches et propose des solutions pour prévenir les conflits à travers le monde, a identifié de nombreux défis auxquels l'ONU sera confrontée en 2023 et 2024 soulignant le besoin urgent de changements structurels pour les surmonter. Ces changements, qui nécessitent des amendements de la Charte des Nations-Unies, pourraient en effet redonner à l'ONU toute son influence politique. Cependant le défi majeur réside dans le fait de faire approuver cette réforme lors de la dernière étape, notamment par les cinq membres du Conseil de sécurité, dont les intérêts politiques divergents rendent cette validation incertaine. Le New Agenda for Peace reconnaît également ces défis et propose des solutions ambitieuses, mais il sera crucial de surmonter les résistances politiques pour revitaliser pleinement le rôle de l'ONU.

Source: La Tribune.fr

EGYPTE

Cartona obtient une extension de série A de 8,1 millions \$

Ce financement complète les 12 millions \$ levés sous forme de série A par la plateforme en juillet 2022.

La start-up égyptienne de d'e-commerce Cartona a levé 8,1 millions \$ sous forme de dette et capital, dans le cadre d'une extension de série A. L'annonce a été faite le mardi 30 juillet 2024.

Le financement par emprunt d'un montant de 2,5 millions \$ a été fourni en monnaie locale par les firmes d'investissement Camel Ventures et GlobalCorp. L'apport en capitaux propres de 5,6 millions \$ provient d'Algebra Ventures et d'investisseurs tels que la Silicon Badia et le Fonds SANAD pour les micro, petites et moyennes entreprises.

L'entreprise cofondée en 2019 par Mahmoud Abdelfattah, Mahmoud Talaat et Rafik Zaher, prévoit d'accélérer sa croissance sur son marché domestique, tout en explorant des opportunités d'expansion dans de nouveaux marchés au sein de la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena).

« Le déploiement de nos produits, nos secteurs verticaux et nos offres continueront de croître, tout comme notre pénétration du marché égyptien », a indiqué Mahmoud Talaat.

Cette extension de 8,1 millions \$ complète les 12 millions \$ levés en juillet 2022 pour développer ses produits et services, et explorer de nouveaux secteurs verticaux au-delà des produits de grande consommation. En Egypte, à fin 2021, la vente au détail de produits alimentaires a progressé de 3,4 % en glissement annuel pour atteindre 31,3 milliards \$, selon des données du département américain de l'Agriculture (USDA), publiées mi-septembre 2022.

DANS LA RELANCE DE SON TOURISME

La Tunisie semble marquer un tournant décisif

« Notre secteur souffre depuis des années de la concurrence illégale des agents non agréés, qui vendent à prix cassés des services qu'ils n'honorent pas. Nous attirons régulièrement l'attention des pouvoirs publics sur ce sujet, mais la balle est aussi dans le camp des consommateurs », c'est ce qu'a déclaré Ahmed Bettaïeb, président de la Fédération tunisienne des agences de voyages et de tourisme dans une interview accordée au magazine « TourMag ».

Interviewé par le magazine « TourMag », Ahmed Bettaïeb, président de la Fédération tunisienne des agences de voyages et de tourisme (Ftav), a fait savoir que cette organisation syndicale professionnelle indépendante, qui compte 934 adhérents, défend les intérêts des agences de voyages tunisiennes qui sont encore fragilisées par de nombreuses crises sociales, économiques, politiques et sanitaires. Il a, également, ajouté que le secteur souffre d'autres difficultés comme la concurrence déloyale où des agents osent vendre des produits à prix cassés et promettent des services fictifs. « Notre secteur souffre, depuis des années, de la concurrence illégale des agents non agréés, qui vendent à prix cassés des services qu'ils n'honorent pas. Nous attirons régulièrement l'attention des pouvoirs publics sur ce sujet, mais la balle est aussi dans le camp des consommateurs ». Il a précisé que la mission de la Ftav est de faire évoluer le métier en s'adaptant aux nouvelles attentes des consommateurs. « Notre métier demande que nous nous mettions

à la place du client. A nous d'établir des liens de confiance, de respecter les prestations contractuelles et les prix annoncés ».

Des marchés traditionnels...

D'après ses déclarations, en 2024, « la Tunisie semble marquer un tournant décisif dans la relance de son tourisme et la saison a commencé assez tôt ». En citant quelques données chiffrées, il affirme des progressions de 7,9 % pour les entrées en devises et de 6 % pour les visiteurs (pour un nombre équivalent de nuitées), et ce, au 31 mai dernier. Il a, néanmoins, déclaré que le package proposé aux clients « a augmenté de 20 à 30 % ». Cela revient, selon ses dires, aux taxes supplémentaires et à l'inflation qui affecte la plupart des secteurs.

En ce qui concerne les marchés émetteurs, d'après Bettaïeb, la Tunisie attire, encore une fois, des visiteurs européens, notamment ceux de l'Europe de l'Est (Arménie, Moldavie, Roumanie) en plus de certains autres marchés

traditionnels comme l'Allemagne ou l'Italie. Les touristes russes, qui représentaient une part importante des entrées et des nuitées, continuent d'affluer, mais en nombre moins important vu « la guerre et le détournement aérien qui augmentent le prix ». Le président de la Ftav a, également, signalé que ces marchés viennent consolider les arrivées des Algériens qui sont les premiers clients de la Tunisie. Il a témoigné, par ailleurs, que malgré un fléchissement, depuis le 7 octobre dernier, le marché français reste important en termes d'arrivées et que la Tunisie se situe à la 4e position par rapport aux destinations les plus demandées des Français. Il déclare que les prix pratiqués en Tunisie sont « largement accessibles aux touristes qui veulent profiter du soleil, de la mer et des plages de sable blanc ».

D'après les visites qu'il avait effectuées en Grèce, en France, en Espagne au Maroc ou en Egypte, il a assuré que notre pays est, certes, très concurrentiel en termes de rapport qualité-prix.

BAHREÏN

BNET et Huawei signent un protocole d'accord

BNET, le fournisseur national d'infrastructures à fibre optique de Bahreïn, a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec Huawei (Chine), l'un des leaders mondiaux des technologies de l'information et

la communication. Ce partenariat stratégique, officialisé lors d'une visite en Chine de BNET, vise à améliorer l'expérience de la fibre optique au Bahreïn. Le protocole d'accord permettra d'améliorer la

couverture interne du royaume à l'aide des solutions proposées par Huawei comme Fibre to the Room (FTTR) et la plateforme de gestion de réseau domestique (NCE-Home).

MAURITANIE

Des mesures à l'étude pour empêcher les spéculations et le monopole des prix du ciment

Le porte-parole du gouvernement, Nani Ould Chrougha, a déclaré mardi, que l'ouverture aux marchés étrangers est une option parmi celles envisagées par le ministère du Commerce pour développer des mesures pratiques destinées à éviter les monopoles et la spéculation sur le prix du ciment.

Lors d'un point de presse à l'issue des travaux du dernier conseil des ministres du gouvernement actuel, avant l'investiture du président pour un nouveau mandat, Ould Chrougha a rappelé que le gouvernement a approuvé ces dernières semaines un texte présenté par le ministre du Commerce devant le Conseil des ministres

sur les prix de certains matériaux, dont le ciment. Il y a quelques mois, le gouvernement avait discuté avec les représentants des cimentiers de la situation du marché, notamment en ce qui concerne les prix et la production du ciment, et les deux parties avaient convenu de mettre en place un mécanisme pour diag-

nostiquer sérieusement la situation et rechercher une solution acceptable. Des activistes sur les médias sociaux ont lancé une campagne contre les prix élevés du ciment en Mauritanie, appelant à une intervention du gouvernement pour rendre les prix du ciment abordables comme ils le sont dans les pays voisins.

ARABIE SAOUDITE

15 stades pour la coupe du monde 2034

L'Arabie saoudite a présenté à la Fédération internationale de Football Association (FIFA) son plan de construction et de rénovation de stades pour l'organisation de la Coupe du monde 2034. En tout, le pays construira 11 nouveaux stades et en rénovera quatre. Huit de ces stades seront situés dans la capitale, à Riyad, et quatre autres à Djeddah. Les deux principales villes du pays regrouperont à elles seules 80 % des infrastructures sportives né-

cessaires à l'organisation de l'événement. Les autres stades seront situés à Khobar (Aramco stadium), Abha (King Khalid University Stadium) et NEOM (NEOM Stadium). Le King Salman International Stadium, situé à Riyad et dont l'achèvement est prévu pour 2029, sera le plus grand stade du pays avec une capacité totale de 92 760 places. Il accueillera notamment la cérémonie ainsi que le match d'ouverture et la finale de la compétition. Toujours à

Riyad, le King Fahad Sports City Stadium est en cours de rénovation avec une capacité de 70 200 places et les travaux devraient être achevés en 2026. Parmi les autres sites importants de la capitale, un stade devrait être construit au sein du gigaprojet New Murabba d'ici 2032 avec une capacité de 47 060 spectateurs. L'Arabie saoudite a d'ores et déjà commencé à lancer les appels d'offres pour la construction des différentes

infrastructures avec un plan d'investissement estimé à 2,7 Md USD, faisant écho aux aménagements entrepris par son voisin qatari pour l'accueil de la Coupe du monde de la Fifa 2022. L'Arabie saoudite devra toutefois relever un défi logistique de plus grande ampleur avec un tournoi accueillant désormais 48 équipes, contre 32 auparavant, et 104 matchs disputés, soit 40 de plus que les éditions précédentes.

EN 2023/2024

Hausse de 31 % du chiffre d'affaires de Guinness Nigeria

Au Nigeria, certaines entreprises agroalimentaires, en particulier celles évoluant sur le segment des boissons, ont du mal à renouer avec le profit depuis 2022. La dévaluation du naira et l'inflation qui ne cesse de progresser affectent fortement les performances de ces opérateurs.

L'entreprise brassicole Guinness Nigeria, filiale locale du fabricant britannique de spiritueux Diageo, a réalisé un chiffre d'affaires de 299,5 milliards de nairas (180,4 millions \$) au cours de son exercice fiscal de 2023/2024. Cette enveloppe affiche une hausse de 31 % par rapport aux revenus engrangés un an plus tôt. Cette croissance est due à une amélioration des ventes de boissons maltées non alcoolisées, de boissons prêtes à boire, des marques internationales de spiritueux de l'entreprise ainsi qu'à des augmentations de prix ciblées pour ces produits. « Nous avons également intensifié nos efforts d'engagement auprès du commerce et des consommateurs par le

biais de plateformes numériques, d'activations et d'une visibilité captivante de notre marque », indique le brasseur dans un communiqué publié sur son site le 26 juillet dernier. En dépit de l'amélioration de ses ventes, Guinness Nigeria a clôturé son exercice fiscal 2023/2024 dans le rouge, déclarant une perte nette de 54,7 milliards de nairas (33 millions \$). Pour expliquer ce résultat mitigé, l'entreprise cotée à la bourse de Lagos met avant le climat des affaires difficile qui a affecté ses performances. « L'environnement macroéconomique est caractérisé par une baisse du revenu disponible des consommateurs en raison d'une inflation record, de la dévaluation du naira ainsi que de la

suppression des subventions aux carburants », peut-on aussi lire dans le communiqué. Selon les détails fournis par la déclaration financière de Guinness Nigeria, la dévaluation du naira a occasionné une perte de change nette de 93 milliards de nairas (56 millions \$) en 2023/2024. Cette déconvenue a par ailleurs contribué à la forte hausse des coûts de financement qui ont plus que doublé pour atteindre 120 milliards de nairas (72,3 millions \$). A cela s'ajoute l'effet combiné des hausses respectives de 37, 19 et 11 % des coûts de ventes, des frais de distributions et des charges administratives qui ont fortement réduit les marges de l'entreprise.

KENYA

Un programme quinquennal de 5,3 millions \$ est lancé dans la filière riz

Le Kenya dépend des importations pour plus de 80 % de ses besoins en riz. La fourniture de semences de bonne qualité est l'un des principaux axes d'intervention identifiés par le gouvernement pour rehausser le niveau de la production locale. Au Kenya, l'Organisation de recherche sur l'agriculture et l'élevage (KALRO) a lancé le 18 juillet dernier un programme de développement visant à booster la

production locale de semences certifiées de riz au cours des 5 prochaines années. Mobilisant un investissement de 700 millions de shillings (5,3 millions \$) cette initiative est mise en œuvre avec l'appui du Programme coréen international d'agriculture (KOPIA). Selon les informations relayées par les médias locaux, les interventions seront axées sur la production et la distribution de semences de première génération aux agriculteurs à

travers 13 comtés dans le pays. D'après Eliud Kireger, directeur général du KALRO, l'objectif est de produire 5,8 tonnes de semences de première génération et 1 000 tonnes de semences certifiées de première génération à haut rendement et résistantes aux aléas climatiques. « Il est également prévu la formation de 85 techniciens spécialisés, dont certains en Corée du Sud, et de 210 agriculteurs à la production de semences

de riz de qualité », a déclaré le responsable. Plus largement, cette initiative est destinée à accompagner les efforts entrepris par le gouvernement pour stimuler la production locale qui reste très faible. D'après les données du Département américain de l'agriculture (Usda), le Kenya produit annuellement moins de 200 000 tonnes de riz blanchi alors que sa consommation s'élève à près de 1 million de tonnes.

CÔTE D'IVOIRE

Deux unités de production du projet pétrolier Baleine achevées

La société Eni et ses partenaires travaillent activement à la finalisation de la phase II du projet pétrolier Baleine qui, à terme, devrait soutenir l'accroissement du volume de brut extrait du site. La major pétrolière italienne Eni a annoncé mercredi 24 juillet, une nouvelle avancée liée à la phase 2 de développement du projet pétrolier Baleine qu'elle opère en Côte d'Ivoire. Un développement marqué par la finalisation des travaux de construction de deux infrastructures majeures. Il s'agit notamment

d'une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) et d'une plateforme flottante de stockage et de déchargement (FSO), toutes deux destinées à accroître la production de ce qui représente le plus grand gisement d'hydrocarbures du pays. Alors que ces installations clés devraient bientôt rejoindre les eaux territoriales ivoiriennes, Eni envisage de porter d'ici décembre 2024, la production totale du gisement Baleine à un plateau de 60 000 b/j pour quelque 70 millions de pieds

cubes de gaz associé, contre environ 30 000 b/j, actuellement. L'objectif d'Eni est de parvenir à terme à un seuil de production quotidienne de 200 000 barils. Une perspective qui renforcera l'influence de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier énergétique régional et international. Pour rappel, les compagnies AGL et SAIPEM ont lancé fin avril, la construction de certaines infrastructures sous-marines entrant de la cadre de la phase 2 du projet Baleine.

GHANA

La plus grande installation solaire sur toiture en Afrique

Depuis 2015, le Ghana s'est engagé dans un plan de développement de projets solaires à grand impact. Des mesures de facilitation ont été adoptées pour aider le secteur privé à accompagner les efforts du gouvernement. Au Ghana, Helios Solar Company, une filiale de LMI Holdings a lancé la construction d'une installation solaire sur toiture de 17 millions de dollars, dans la zone franche industrielle de Tema, dans la périphérie de la capitale, Accra. L'installation qui aura une capacité de production de 16,8 MW sera la plus importante de ce type en Afrique et aidera à réduire les émissions de carbone de plus de 10 000 tonnes par an sur le site industriel, a indiqué le ministre d'État chargé de l'Energie, Herbert Krapa, selon des propos rapportés par Ghana Web. Il a ajouté qu'elle s'inscrit dans les efforts du gouvernement visant à installer 3 000 MW de projets solaires d'ici à 2030. D'ailleurs, dans cette ambition, Accra prévoit la participation du secteur privé pour atteindre 10 % d'énergies renouvelables d'ici cette échéance. Jusqu'à fin 2022, le pays avait une capacité installée d'énergie solaire équivalente à 112 MW. Rappelons que l'investissement réalisé par LMI Holdings a été possible grâce à un financement de 30 millions de dollars conclu en 2022 avec la Société financière internationale (SFI). Le reste de l'enveloppe est prévu pour développer une usine de traitement et de distribution d'eau qui approvisionnera les entreprises situées dans la nouvelle zone industrielle de Dawa, près d'Accra.

CÔTE D'IVOIRE

Endeavour en route pour produire au moins 10 tonnes d'or en 2024

Endeavour a fait entrer en production sa deuxième mine ivoirienne d'or fin juin. Lafigué et sa première mine dans le pays, Ity, devraient contribuer à une production totale comprise entre 1,13 et 1,27 million d'onces prévues par le groupe en 2024 sur ses mines en Afrique de l'Ouest. Le premier producteur d'or en Afrique de l'Ouest, Endeavour Mining, a publié le 30 juillet ses résultats opérationnels et financiers pour le premier semestre 2024. En Côte d'Ivoire, la compagnie annonce une production de 182 000 onces sur la période, ce qui la place en bonne voie pour atteindre son objectif de produire au moins 360 000 onces en 2024, soit 10,2 tonnes d'or. Pour le moment, la production déclarée par Endeavour provient exclusivement de sa mine d'or Ity. Sur l'année entière, cette dernière devrait livrer entre 270 et 300 000 onces. Pour atteindre une production maximale de 410 000 onces d'or, la compagnie pourra aussi compter sur la contribution de la mine d'or Lafigué, entrée en production fin juin. Pour rappel, Endeavour exploite aussi des mines d'or au Burkina Faso et au Sénégal. Elle vise en Afrique de l'Ouest une production totale comprise entre 1,13 et 1,27 million d'onces en 2024.

APRÈS L'EMPLOI AMÉRICAIN

Wall Street termine en berne

La Bourse de New York a sévèrement trébuché vendredi, effrayée par des chiffres de l'emploi pires que prévu aux Etats-Unis, faisant craindre un ralentissement de la première économie mondiale.

L'indice Dow Jones a cédé 1,51% à 39.737,26 points, le Nasdaq à dominante technologique a perdu 2,43% à 16.776,16 points. L'indice élargi S&P 500 a cédé 1,84% à 5.346,56 points. Les rendements obligataires ont fondu, laissant présager que la réserve fédérale (Fed)

pourrait avoir bientôt besoin de réduire ses taux plus drastiquement qu'attendu. Le taux de chômage américain en juillet a augmenté plus que prévu à 4,3% contre 4,1%, annoncé le ministère du Travail avant l'ouverture des marchés. C'est le plus haut taux de sans-emplois de-

puis octobre 2021, représentant 352.000 chômeurs de plus à 7,2 millions. De plus, 114.000 emplois seulement ont été créés le mois dernier, contre 179.000 le mois d'avant (un chiffre révisé en forte baisse) et 185.000 prévus. Cela représente un changement brutal d'état d'esprit du marché, puisque jusqu'ici les investisseurs anticipaient plutôt une baisse de 25 points de base en septembre. Du côté du marché obligataire, les rendements chutaient de façon spectaculaire, an-

tipicant les besoins de l'économie pour des taux plus bas. Le taux à dix ans sur les bons américains du Trésor s'enfonçait à 3,79% vers 20H15 GMT au plus bas depuis plus d'un an, contre 3,93% la veille et 4,15% en début de semaine. Le taux à deux ans, le plus influencé par celui de la Réserve fédérale, tombait à 3,94% contre 4,14% la veille. Sur la semaine, le Dow Jones a perdu plus de 2% et le Nasdaq plus de 4%.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les prix de l'or à plus de 2.450 dollars

Les prix de l'or se sont raffermis vendredi dépassant les 2.450 dollars et devraient connaître une hausse hebdomadaire, stimulés par les perspectives d'une baisse des taux de la Fed en septembre et par la montée des tensions au Moyen-Orient, tandis que les acteurs du marché attendaient les données sur l'emploi aux Etats-Unis pour une orientation supplémentaire. Le cours de l'or au comptant a augmenté de 0,2% à 2.451,07 dollars l'once, soit plus de 2% sur la semaine. Les contrats à terme sur l'or américain ont grimpé de 0,6% à 2.495,60 dollars. Les investisseurs surveilleront de près le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis, pour obtenir de nouvelles indications sur la trajectoire de la politique monétaire. Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a déclaré mercredi que les taux d'intérêt

pourraient être abaissés dès septembre si l'économie américaine suit la trajectoire attendue. Selon des analystes, les prix de l'or pourraient franchir la barre des 2.500 dollars si les tensions géopolitiques s'intensifient et si un rapport sur l'emploi plus faible augmente les paris en faveur d'une réduction de 50 pb en septembre. Les lingots sont considérés comme une protection contre les risques géopolitiques et économiques. Des taux d'intérêt plus bas réduisent le coût d'opportunité de la détention de lingots non rentables. Concernant les autres métaux, l'argent au comptant a gagné 0,2% à 28,60 dollars l'once et le platine a progressé de 0,4% à 962,09 dollars. Les deux métaux se dirigent vers des gains hebdomadaires. Quant au palladium, il a connu une baisse de 0,7% à 899,15 dollars.

L'Europe clôture en baisse

Les marchés européens ont terminé en net repli vendredi, les marchés s'inquiétant des perspectives économiques américaines alors que l'emploi s'affaiblit aux États-Unis. À Paris, le CAC 40 a perdu 1,61% à 7.251,8 points, tandis que le Dax allemand reculait de 2,44% et le Footsie britannique de 1,31%. L'indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une baisse de 2,76%, contre 2,86% pour le FTSEurofirst 300 et 2,82% pour le Stoxx 600. Sur la semaine, le CAC 40 a reculé de 3,54% et le Stoxx 600 de 3,01%. Le rapport sur l'emploi américain pour le mois de juillet a confirmé vendredi les craintes des économistes, de nombreux indicateurs ayant suggéré, ces derniers jours, un affaiblissement du marché du travail. Ce ralentissement des embauches remet la Réserve fédérale au premier plan des préoccupations des marchés: la banque centrale devrait

désormais se focaliser davantage sur la stabilité de l'emploi aux États-Unis plutôt que sur la dynamique des prix, qui revient lentement sous contrôle. Les opérateurs attendent désormais plus de 110 points de base de baisse de taux, et estiment qu'une baisse de 50 points de base est possible en septembre ou en novembre. "À la lecture de tous les rapports sur l'emploi qui ont été publiés cette semaine, nous assistons à une dégradation plus rapide que prévu de l'emploi aux États-Unis. Ceci va de plus en plus alimenter la rhétorique du 'hard landing' (retournement économique) plutôt que du 'soft landing'", estime John Plassard, directeur chez Mirabeau. Malgré la réaction épidermique des marchés, il faudra attendre le symposium de Jackson Hole, fin août, pour obtenir davantage d'éléments sur le positionnement de la banque centrale.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Août 2024 Valeur : 05 Août 2024						
BASE		DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR			134.5079	134.5229
1	EUR	EURO			145.3089	145.3385
1	GBP	POUND STERLING			172.0710	172.0902
100	JPY	JAPANESE YEN			89.5883	89.6043
1	CNY	CHINESE YUAN			18.5731	18.5764
1	CHF	SWISS FRANC			153.3553	153.3899
1	CAD	CANADIAN DOLLAR			97.3073	97.3252
1	DKK	DANISH KRONE			19.4730	19.4760
1	SEK	SWEDISH KRONA			12.5648	12.5688
1	NOK	NORWEGIAN KRONE			12.3523	12.3570
1	AED	UAE DIRHAM			36.6187	36.6268
1	SAR	SAUDI RIYAL			35.8487	35.8546
1	KWD	KUWAITI DINAR			439.9997	440.1927
1	TND	TUNISIAN DINAR			43.0647	43.4975
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM			13.5708	13.5723
1	LYD	LIBYAN DINAR			27.4786	27.6194
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA			3.3873	3.3979
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS			178.6869	178.6869

BOURSE DE TOKYO

Le Nikkei s’effondre à l’ouverture après la chute à Wall Street

La Bourse de Tokyo était en forte baisse vendredi matin peu après l'ouverture, dans la foulée de Wall Street où les indices ont chuté la veille face au regain d'inquiétude au sujet de l'économie américaine, et en raison de l'appréciation du yen. L'indice vedette Nikkei s'effondrait de 4,85% à 36.278,36 points vers 00H25 GMT et l'indice élargi Topix sombrait de 4,97% à 2.569,41 points. "Les marchés japonais devraient commencer la journée par une forte baisse en ré-

ponse à la faiblesse des marchés américains" la veille, a commenté Toshiyuki Kanayama dans une note de Monex. La Bourse de New York, qui se réjouissait ces derniers mois de signes de ralentissement économique aux Etats-Unis, annonceurs d'une baisse de taux de la Fed, s'est cabrée jeudi face à une série d'indicateurs préoccupants pour la santé de la première économie mondiale. L'indice mesurant l'activité manufacturière aux Etats-Unis a notamment enregistré un

quatrième mois de baisse d'affilée en juillet, tombant de nouveau sous la barre des 50% qui signale une contraction de l'activité. "Il s'agit d'un signal d'alarme indiquant que l'économie américaine ralentit plus que le marché ne l'avait prévu", a souligné Takuma Ikemoto dans une note du Tokai Tokyo Intelligence Lab. Les demandes hebdomadaires d'allocations chômage aux Etats-Unis, publiées également jeudi, ont par ailleurs atteint un sommet en près d'un an à 249.000 la semaine

dernière, soit plus que prévu. Sur le marché des changes, le dollar restait bas à 149,01 yens vers 00H20 GMT, contre 148,98 yens jeudi à 21H00 GMT. L'euro s'échangeait pour 160,71 yens contre 160,67 yens la veille, et valait 1,0784 dollar contre 1,0784 dollar jeudi. Les cours du pétrole progressaient: le baril de WTI américain gagnait 0,55% à 76,73 dollars et celui de Brent de la mer du Nord prenait 0,48% à 79,90 dollars vers 00H15 GMT.

Les places asiatiques dans le rouge à l’ouverture et dans les premiers échanges

La Bourse de Tokyo était en forte baisse vendredi en matinée, et les places chinoises ont aussi ouvert en recul, dans la foulée de Wall Street où les indices ont chuté la veille face au regain d'inquiétude au sujet de l'économie américaine, et en raison de l'appréciation du yen. L'indice vedette Nikkei s'effondrait de 5,16% à 36.159,79 points vers 00H50 GMT et l'indice élargi Topix sombrait de 5,35% à 2.558,96

points. "Les marchés japonais devraient commencer la journée par une forte baisse en réponse à la faiblesse" de Wall Street la veille, ont commenté des analystes. Hong Kong a aussi été impacté par la baisse de l'appétit pour le risque corrélée au ralentissement de l'économie américaine, l'indice Hang Seng chutant de 2,16% à 16.930,82 points dans les premiers échanges

vers 02H30 GMT. De son côté, l'indice composite de Shanghai reculait de 0,56% à 2.915.53 points et celui de Shenzhen cédait 0,26% à 1.598,07 points. La Bourse de New York, qui se réjouissait ces derniers mois de signes de ralentissement économique aux Etats-Unis, annonceurs de baisses de taux de la Fed, s'est cabrée jeudi face à une série d'indicateurs préoccupants pour la santé de

la première économie mondiale. L'indice mesurant l'activité manufacturière aux Etats-Unis a notamment enregistré un quatrième mois de baisse d'affilée en juillet, tombant de nouveau sous la barre des 50% qui signale une contraction de l'activité. "Il s'agit d'un signal d'alarme indiquant que l'économie américaine ralentit plus que le marché ne l'avait prévu", ont souligné des experts. Les demandes hebdomadaires d'al-

locations chômage aux Etats-Unis, publiées également jeudi, ont par ailleurs atteint un sommet en près d'un an à 249.000 la semaine dernière, soit plus que prévu. A l'instar des Etats-Unis, l'activité manufacturière a aussi enregistré une baisse en Chine en juillet. Elle y a connu sa première contraction de l'année en trônant sous la barre des 50% de l'indice PMI.

PRODUITS ALIMENTAIRES

La FAO annonce une légère baisse des prix des produits alimentaires en juillet

Les prix des denrées alimentaires dans le monde ont enregistré une légère baisse en juillet, a indiqué vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans son rapport mensuel publié sur son site web.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 120,8 points en juillet 2024, soit un niveau légèrement en dessous de sa valeur révisée du mois de juin, a indiqué le rapport en précisant que la baisse des cours des céréales a été partiellement compensée par des augmentations pour les huiles végétales, le beurre et le sucre tandis que le prix des produits laitiers est resté quasiment inchangé.

L'indice des prix de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui suit les produits alimentaires les plus échangés dans le monde, note une baisse des prix des céréales de 3,8 % en juillet par rapport au mois de juin et de 12 % de moins que sa valeur de juillet 2023.

Les prix mondiaux à l'exportation de toutes les principales céréales ont enre-

gistré leur deuxième recul mensuel consécutif.

"L'accroissement des disponibilités saisonnières dû au fait que les récoltes de blé d'hiver sont en cours dans l'hémisphère Nord et les conditions généralement favorables au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique, qui laissent présager d'abondantes récoltes de blé de printemps, ont continué de tirer vers le bas les prix internationaux du blé", expliquent les auteurs du rapport.

La forte concurrence entre les exportateurs et la faiblesse de la demande mondiale ont également impacté les prix du blé, ajoute-t-ils.

Parmi les autres céréales secondaires, les prix mondiaux de l'orge et du sorgho ont eux aussi diminué en juillet.

Par contre, les prix des huiles végétales ont progressé de 2,4 % par rapport à juin.

Une hausse qui s'explique par "l'affermissement des cours mondiaux des huiles de palme, de soja, de tournesol et de colza".

Les prix internationaux de l'huile de palme, en revanche, ont légèrement augmenté, principalement sous l'effet de la vigueur des achats à l'importation au niveau mondial, qui a coïncidé avec une croissance de la production en deçà de son potentiel en Indonésie, le premier producteur d'huile de palme dans le monde,.

Concernant le prix des produits laitiers, il a augmenté de 7,2% de plus que sa valeur enregistrée il y a un an.

Pour la viande, sa valeur a augmenté de 1,2 % de plus qu'en juin et de 0,8 % de plus que l'année dernière au même mois.

Dans le détail, les prix internationaux de la viande d'ovins et de bovins ont

augmenté en juillet, principalement en raison de la robustesse de la demande à l'importation et de la chute saisonnière de l'offre d'animaux de boucherie en Océanie.

Les prix internationaux de la viande de volaille ont eux aussi progressé, du fait d'une forte demande à l'importation.

L'Indice FAO des prix du sucre a enregistré une hausse de 0,7 % de plus qu'en juin.

Il s'agit de la deuxième hausse mensuelle d'affilée de l'indice, dont la valeur demeure toutefois inférieure de 17,9 % à celle de l'année dernière au même mois, note le rapport.

La hausse de juillet est principalement imputable au fait que la production de sucre a été plus faible que prévu au Brésil pendant la première moitié du mois, explique la même source.

ETATS-UNIS

Statu quo sur les taux à la FED, qui s'inquiète désormais pour l'emploi

La banque centrale américaine (Fed) a maintenu mercredi ses taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50% dans laquelle ils se trouvent depuis un an, une décision prise à l'unanimité.

Ce ne sont plus seulement les risques d'inflation qui préoccupent la Fed: celle-ci s'est dite mercredi "attentive" également aux risques de voir l'emploi se dégrader trop fort à cause du niveau de ses taux, qu'elle a maintenu inchangés à l'issue de sa réunion.

La banque centrale américaine (Fed) a maintenu mercredi ses taux dans la fourchette de 5,25 à

5,50% dans laquelle ils se trouvent depuis un an, une décision prise à l'unanimité.

Ils avaient été remontés à ce niveau, le plus élevé depuis 2001, afin de faire ralentir l'activité économique pour juguler la forte inflation qui, aux Etats-Unis comme ailleurs dans le monde, avait accompagné la reprise économique post-Covid. La réunion de la Réserve fédérale avait débuté mardi matin.

"L'inflation a ralenti depuis un an mais reste quelque peu élevée", indique dans son communiqué la Fed, saluant les "progrès supplé-

mentaires" réalisés vers l'objectif de 2% de hausse des prix sur un an, considéré comme sain pour l'économie. L'inflation a en effet repris sa trajectoire à la baisse, vers l'objectif de 2% annuels, après un rebond début 2024. Elle est tombée en juin à 2,5% sur un an, selon l'indice PCE, la mesure préférée de la Fed.

Le chômage "reste bas"

Mais la banque centrale américaine, surtout, se préoccupe désormais des risques pesant sur l'emploi également, et non plus

seulement sur l'inflation. Le comité de politique monétaire de la Fed, le FOMC, "est attentif aux risques pesant sur les deux aspects de son mandat", à savoir des prix stables et le plein emploi, soulignent ses responsables dans le communiqué.

Le précédent communiqué mentionnait les risques d'inflation uniquement. "Le taux de chômage a augmenté mais reste bas", a toutefois souligné le FOMC dans son communiqué. Le taux de chômage de juillet sera publié vendredi, et est attendu stable par rapport à juin, à 4,1%, avec des créations

d'emplois moins nombreuses cependant.

Si la Fed craint de commencer trop tôt à baisser ses taux, ce qui risque de provoquer une nouvelle flambée de l'inflation, elle veille également à ne pas le faire trop tard, ce qui pourrait alors faire augmenter le chômage. L'institution "veut se prémunir d'un scénario où les licenciements commencent à augmenter, conduisant à un affaiblissement plus rapide du marché du travail", selon Nancy Vanden Houten, économiste pour Oxford Economics.

TAUX DE CHÔMAGE AMÉRICAIN

Au plus haut depuis octobre 2021

Le taux de chômage a atteint 4,3% en juillet outre-Atlantique, soit 0,2 point de plus qu'en juin. Une progression qui commence à inquiéter la Fed. Le marché de l'emploi a ralenti plus qu'attendu en juillet aux Etats-Unis, avec un taux de chômage au plus haut depuis octobre 2021, au moment où la Fed s'en inquiète désormais, après s'être auparavant concentrée sur l'inflation, et à trois mois de l'élection présidentielle. Le taux de chômage a grimpé à 4,3% en juillet, contre 4,1% en juin, selon les chiffres publiés ce vendredi par le département du Travail. Et 114.000 emplois seulement ont été créés en juillet, contre 179.000 le mois précédent - chiffre révisé en forte baisse, 206.000 créations d'emplois ayant été initialement annoncées pour juin.

Les analystes voyaient le taux de chômage américain rester à 4,1% en juillet, mais avec une baisse des créations d'em-

ploi, à 185.000, selon le consensus de MarketWatch. Après trois ans d'une pénurie de main-d'oeuvre qui avait conduit les employeurs à augmenter les salaires pour attirer et retenir les travailleurs, alimentant la flambée de l'inflation, la situation se rééquilibre. Alors que le candidat républicain à l'élection présidentielle, Donald Trump, et sa probable concurrente démocrate, l'actuelle vice-présidente Kamala Harris, sont au coude-à-coude dans plusieurs Etats, la santé du marché de l'emploi pourrait peser dans la balance pour les électeurs.

"Ecart réduit"

Et la banque centrale américaine (Fed) dit désormais se préoccuper autant d'une possible hausse du chômage, que de l'inflation. Le président de la Fed, Jerome Powell, avait ainsi estimé mer-

credi, lors d'une conférence de presse, que "les conditions du marché du travail sont revenues à peu près à ce qu'elles étaient à la veille de la pandémie: solides mais pas excessives". "La croissance des salaires a ralenti au cours de l'année écoulée et l'écart entre emplois et travailleurs s'est réduit", avait-il détaillé.

Jerome Powell avait également souligné que "le taux de chômage a augmenté mais reste faible", alors que "les importantes créations d'emplois au cours des deux dernières années se sont accompagnées d'une augmentation de l'offre de travailleurs, reflétant une augmentation de la participation chez les 25-54 ans et un rythme d'immigration soutenu".

La Fed maintient depuis un an ses taux d'intérêt à leur niveau le plus élevé depuis 2001, poussant les banques à proposer des taux élevés à leurs clients pour les différents crédits. Le but est de ralen-

tir l'activité économique, pour desserrer la pression sur les prix et, in fine, faire baisser l'inflation. Mais cela a aussi des conséquences sur l'emploi.

Ces répercussions commencent à être observées. Le marché du travail comptait un peu moins de postes vacants fin juin, que fin mai (8,18 millions contre 8,23 millions). Autre signe que le marché de l'emploi se resserre, les inscriptions au chômage ont été fin juillet au plus haut depuis un an. Elles restent néanmoins à des niveaux très faibles, comparables à ceux des années 1960, selon certains analystes.

L'inflation, elle, a repris sa trajectoire de baisse, à 3% sur un an en juin selon l'indice CPI sur lequel sont indexées les retraites aux Etats-Unis. Selon la mesure privilégiée de la Fed, l'indice PCE, l'inflation atteignait 2,5%, se rapprochant de l'objectif de 2% annuels fixé par la banque centrale.

Le nouveau Volkswagen Transporter met le paquet sur les volumes



Le teasing du Volkswagen Transporter T7 2024 est enfin terminé ! La firme allemande publie sur la toile les images de son nouvel utilitaire ainsi que les clichés de sa déclinaison Caravelle destinée au transport des passagers. De nombreuses mécaniques sont au programme.

Depuis décembre 2023, Volkswagen fait monter la sauce pour un véhicule de sa gamme qui pourtant ne respire pas particulièrement la passion. Il s'agit de l'utilitaire Transporter T7 2024 qui se dévoile aujourd'hui avec sa variante Caravelle pour le transport des personnes.

Conformément au plan prévu en partenariat avec Ford, le Volkswagen Transporter partage les chaînes de production situées à Otosan en Turquie en action pour le Transit 2023. Il gagne ainsi du côté des dimensions avec une version courte à 5,05 mètres contre 4,90 mètres par le passé. L'empattement progresse lui aussi de 10 centimètres à 3,10 mètres. Concernant la version longue, elle s'étend sur 5,45 mètres via un empattement de 3,50 mètres. Des valeurs en hausse qui profitent au chargement avec 5,8 m³ pour le premier et 9 m³ pour le second. Une déclinaison Kombi combine chargement et six sièges alors que la Caravelle dispose pour sa part de neuf places assises.

Un catalogue très riche

Du côté des mécaniques, Volkswagen met le paquet avec trois versions TDI de 110 chevaux, 150 chevaux et 170 chevaux, une hybride rechargeable de 232 chevaux et trois variantes électriques de 136 chevaux, 218 chevaux et 286 chevaux. Une batterie de 64 kWh est associée à ces trois puissances.

Des transmissions à la carte

Les utilitaires doivent affronter des usages très différents. Volkswagen propose ainsi une multitude de transmissions. Les diesels les plus puissants peuvent en option recevoir quatre roues motrices, tandis que les électriques envoient tous leur cavalerie au sol via les roues arrière. Une transmission eAWD complétera heureusement l'offre pour les variantes survoltées prochainement. Les Volkswagen Transporter T7 2024, Kombi et Caravelle sont disponibles en précommande. Les premières livraisons se dérouleront fin 2024.

MOTEURS ESSENCE OU DIESEL

Volkswagen a tout compris

A trop vouloir réduire la taille des moteurs pour afficher les meilleurs résultats aux tests d'homologation, les constructeurs se sont parfois égarés. Rares sont ceux qui ont pris le chemin inverse.



Puisque les tests d'homologation ont longtemps favorisé les protocoles avec des charges relativement faibles, les constructeurs se sont adaptés en diminuant progressivement la taille des moteurs. Seulement voilà, si ces petits moulins étaient adaptés aux tests pour afficher des valeurs de CO₂ flatteuses, la réalité était souvent bien différente une fois le véhicule en conditions réelles. Des moteurs de petite cylindrée et suralimentés qui montrent vite leurs limites. La consommation s'envole en effet autant que la pente s'élève ou que la charge à bord s'accroît.

Un appétit pour le carburant qui suit une courbe exponentielle dès que l'on sort du cadre des conditions de test d'homologation. Et alors que l'Europe suit désormais la consommation réelle des véhicules en circulation (depuis 2020), les constructeurs ont tout intérêt à s'assurer que l'écart entre la consommation mesurée à l'homologation et celles relevées sur la route soit le plus faible possible. Pour cela, mieux vaut peut-être

tourner le dos au downsizing et revenir au "rightsizing".

Volkswagen, le seul à faire le chemin inverse

Aucun des constructeurs généralistes présents en Europe n'a décidé de produire des moteurs plus gros et de repartir sur des cylindrées plus grandes après la vague de downsizing. Tous sont restés sur des moteurs faiblement dimensionnés : 1.0, 1.2 ou 1.3 (Renault), la vague a même touché les diesels qui ont succombé au rétrécissement. D'ailleurs, le monde du premium s'y est aussi essayé. Mais nous ne garderons pas de souvenir mémorable et impérissable du trois cylindres diesel BMW de 116 ch.

Et Volkswagen fait partie de la liste de ces marques ayant taillé dans les centimètres cubes et les nombres de cylindres. 1.0 TSI, 1.6 TDI, ces blocs se sont rapidement démocratisés avant que Volkswagen réalise qu'effectuer le chemin inverse ne serait finalement pas une mauvaise chose.

Ainsi, en 2020, le 1600 centimètres cubes diesel repasse à 2.0 litres. La puissance, elle, ne bouge pas : 116 ch. C'est bien l'une des rares fois où un constructeur décide d'augmenter la cylindrée à puissance équivalente ! La consommation a-t-elle grimpé ? Même pas. Il est même homologué à seulement 112 g/km sur la Skoda Octavia, une valeur que seules les hybrides pouvaient atteindre auparavant. En revanche, plus de douceur et d'allonge grâce aux 400 cc supplémentaires.

L'essence aussi eut droit à sa cure de centimètres cubes. Auparavant en trois cylindres, le moteur essence de 116 ch n'est plus un 1.0 TSI sur la gamme Golf mais... un 1.5 TSI, de la famille "Evo2". En plus du gain de douceur et d'allonge, il y a un autre avantage à passer au quatre cylindres : le mode "bicylindres" à désactivation de la moitié de la rampe, forcément impossible sur un trois cylindres.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET GESTION DE FOULE

Zoom sur CrowdDNA

En novembre 2020, le projet de recherche européen CrowdDNA a été officiellement lancé. Il s'intéresse à la prédiction des mouvements de foule, à la détection des facteurs de risque et étudie de nouveaux modèles de simulation. Un sujet qui pourrait permettre d'éviter des drames liés à une brusque concentration de personnes et à des mouvements de foule, dans des stades, lors de concerts ou autres.

2° partie et fin

Quelle est l'approche utilisée couramment dans l'état de l'art pour analyser les foules et quel est le rôle de l'IA dans ces recherches ?

Le terme "analyse des foules" recouvre deux concepts assez différents, avec des outils différents à la clé. Il peut s'agir d'essayer de comprendre comment les foules se comportent, comment certains phénomènes émergent ou comment les individus se comportent dans la foule. Dans ce cas, on utilise plutôt une approche par simulation : on vient modifier les règles et paramètres qui guident la simulation pour tester leur validité au regard d'observations de foules réelles. Ou au contraire, nous pouvons chercher à caractériser le comportement de foules réelles. Les approches se feront alors plutôt par le traitement du signal, par exemple dans l'idée d'extraire automatiquement les propriétés d'une foule observée en vidéo : densité, vitesse de déplacement, trajectoires individuelles, etc.

Ces deux types d'analyse, et leurs cortèges d'outils, sont restés relativement isolés l'un de l'autre car émanant de champs disciplinaires séparés. Les deux appartiennent cependant au domaine de l'IA, l'un cherchant à reproduire le mouvement humain, l'autre cherchant à interpréter automatiquement des images. Mais surtout les deux sont bouleversés par l'IA récente, entendez les méthodes d'apprentissage profond. Par exemple, plutôt que de définir manuellement les règles qui guident les algorithmes de simulation, la tendance va être d'apprendre automatiquement ces règles à partir de données existantes capturant le mouvement de foules réelles.

Comment décririez-vous votre approche ?

Simulation et traitement d'image de foule opèrent actuellement un rapprochement thématique et le projet CrowdDNA A peut être vu comme un pas supplémentaire dans cette direction. Ce rapprochement est en particulier dû à l'évolution des méthodes de simulation qui se basent de plus en plus sur l'utilisation de données. L'analyse d'images de foule va permettre d'extraire les données qui viennent nourrir les nouvelles méthodes de simulation. Réciproquement, l'amélioration des techniques de simulation permet d'améliorer les techniques d'analyse d'images de foule. Ce rapprochement entre traitement d'image et simulation se concrétise dans le projet CrowdDNA à travers son objectif de créer des technologies numériques d'assistance à la gestion de foule dense. En particulier nous cherchons à établir les relations entre mouvement de foule d'une part, et les poussées et pressions subies par les individus au sein de la foule d'autre part. Pourquoi est-ce important ? Parce que le niveau d'intensité



des interactions physiques entre individus est celui qui caractérise le niveau de danger qu'encourt la foule. Cependant cette quantité est très difficilement mesurable.

Notre approche est que le mouvement de foule, visible et plus facilement quantifiable, va dépendre très fortement de ce niveau d'intensité. Et la simulation va nous permettre de comprendre et de générer les données de description les liens entre le niveau des forces échangées entre individus et les caractéristiques du mouvement de la foule en résultant. Si nous y parvenons, nous pourrions alors imaginer une technique d'analyse du mouvement d'une foule filmée en vidéo et permettre de révéler le niveau des interactions physiques entre individus, et donc, le niveau de danger actuel encouru.

L'approche CrowdDNA se caractérise aussi par une très forte implication dans l'étude fondamentale des interactions physiques entre individus, afin de mieux comprendre comment chacun réagit aux poussées et pressions qu'il subit. Ces études vont permettre de donner le jour à une nouvelle génération de simulateurs de foule capable de capturer ces phénomènes physiques de manière précise. Rappelons que la foule dense est un sujet d'étude complexe et encore peu étudié. Le comportement des foules denses dépend largement de la physique des interactions où les individus subissent contacts, poussées et pressions et y réagissent de manière individuelle. CrowdDNA vise à étendre les connaissances au sujet de ces interactions, et à créer une génération de simulateur de foule capable d'en capturer les effets à l'échelle d'une foule entière.

Ces nouveaux simulateurs nous permettront de prédire la dynamique des foules denses et nous ouvriront à de nouvelles méthodes d'analyse d'images de mouvements de foule pour détecter des niveaux d'intensité excessifs d'interactions entre individus, et ainsi de prévenir le risque de mouvements de foules dange-

reux avant qu'ils ne se produisent. Les foules peuvent être analysées à la manière de fluides, mais si cette approche permet d'avoir une vision très globale, elle ne tient pas compte des particularités de chacun.

Ne serait-il pas envisageable, grâce aux progrès technologiques, notamment en termes de performances matérielles, d'envisager plutôt les foules comme des systèmes multi-agents, afin de tenir compte des particularités de chaque individu ? Serait-ce utile ?

L'approche du projet CrowdDNA combine une analyse "macroscopique" du mouvement de la foule au travers d'une modélisation "microscopique" de la foule qui vient détailler les interactions physiques entre individus. Ce positionnement nous permet de tirer le meilleur bénéfice des deux approches. Nous avons une analyse temps-réel, en ligne, de la foule pour assister les opérateurs de lieux publics et leur permettre de prendre les meilleures décisions au meilleur moment. Il est naturellement plus réaliste de faire reposer cette analyse sur le mouvement global de la foule, car il est plus facile à mesurer et à traiter en temps réel. Notons par ailleurs que nous évitons certaines problématiques liées à la manipulation de données personnelles ou identifiantes : le mouvement global n'isole pas les individus dans l'analyse. En revanche, par la simulation et les études sur les interactions physiques en amont, nous pouvons comprendre les liens entre ce mouvement global et des comportements ou caractéristiques individuels, mais ces liens sont établis au préalable, hors-ligne. Cette approche nous distingue également d'autres travaux visant plutôt à évaluer directement le niveau de densité d'une foule par analyse d'image, typiquement, en comptant le nombre de personnes visibles à l'image sur une surface connue. Nous partons du principe que le seuil critique de densité n'est pas facile à dé-

terminer à l'avance, et qu'il dépend des nombreux facteurs évoqués précédemment. Notre idée est plutôt d'alerter lorsque l'atteinte de ce seuil critique de densité, quelle qu'en soit la valeur, transparaît sur les mouvements de la foule. En particulier, nous cherchons à repérer une propagation de certains mouvements au travers de la foule : nous envisageons l'idée selon laquelle la vitesse et la distance de propagation de ces mouvements seraient caractéristiques du niveau de densité et de l'intensité des interactions physiques entre individus. Et pire, au-delà de la propagation, une possible amplification des mouvements de foule se mettrait en place car les réactions de la foule dégagent éventuellement de l'énergie : nous sommes alors face au risque du déclenchement d'un mouvement dangereux. Nous attendons donc de pouvoir prédire l'occurrence de ces phénomènes pour les prévenir suffisamment en amont.

Comment le projet s'intègre-t-il dans le Programme FET Open et en quoi avoir le soutien de deux entreprises est important sur un sujet de ce type ?

Les travaux en laboratoire sont encore éloignés de la réalité du terrain. Si nous voulons tenter de rendre un jour disponibles des technologies nouvelles pour la gestion de foule, il est utile d'installer un dialogue entre ces deux univers. C'est ce que permet la participation des deux entreprises dans ce projet. L'une est plutôt axée sur le conseil à la préparation d'événements de masse et nous permettra d'accéder à certains événements : notre souhait est d'installer des sortes d'observatoires de terrain, des "living labs" pour tester certains concepts, faire connaître nos résultats et mieux intégrer la réalité des modes opératoires existants. L'autre entreprise se tourne vers le développement technologique de solutions pour la gestion opérationnelle de foule, et permet de préparer d'éventuels futurs transferts technologiques.

Mots fléchés

Compositeur sublime		Succès		Petit disque plat gravé servant d'échanges		Côté latérale du visage		Poids embarqué		Sert pour relier		Ils se déplacent en diagonale	
Affirmativement		Poisson						Effluve		Surgis		Puissant explosif	
Zone urbaine				Peuples espagnols et portugais		Joua de l'argent					Entre camarades		
Coopérations						Renard polaire					Tuméfaction		
Sillon		Très gros							Manche sportive				Taré
		Train de banlieue							Jaunisse				
					Branle-bas	Semi				Figures circulaires		Formule de politesse	
Calcium	Trainât					Enlevé la matière grasse							
	Rechoisis						Fromages circulaires						
							Célèbre comédie de Ben Jonson						
	Jadis il y avait celui de gaz	Souveraine	Tamis				Adoré						
			Rivière de Galice										
Brevet technologique				Une Allemagne prosoviétique		Côté					Esprit		Affluent de la Moselle
Impuissant													
							Blessais						
Bette						Francium	Inusité		Reptile saurien	Cubes de jeu		Propice	
Noir intense	Frère de Moïse		Mondain		Indifférence								
					Fer								
				Bordure décorative							Petit tour		
				Inerte							Convienne		
Prénom féminin						Aboutie							
Gaz réfrigérant													
					Armée républicaine	Privé du sein de sa mère		Id est		Troisième personne du singulier			Affluent de la Durance
Jamais		Bruns					Instinctives						
		Montée					Seul						
			Claquées							Entrée asiatique		Une flûte	
			Vignoble										
Malaxé	Prénom masculin							Un château sur une île	Néon		En bas de lettre		
	Dans										Commune normande		
					Anéantiras								
Chiffre					Délicat								

Saïd Chanegriha inaugure le CRF de Zeralda

Le général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'État-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a inauguré hier samedi, le centre de repos familial des personnels du MDN, à Zéralda, en 1ère Région militaire. L'inauguration de cet établissement, « traduit l'importance accordée par le Haut Commandement de l'Armée Nationale Populaire au suivi et à l'inspection des différents projets d'infrastructure, à caractère social, dont s'est dotée l'ANP ces dernières années », note le ministère de la défense nationale dans un communiqué. A cette occasion, le Général d'Armée a suivi un exposé détaillé sur les différentes commodités et prestations que fournira le CRF aux personnels militaires.



AFRIQUE

L'Italie investira plus d'un milliard de dollars en 2024

La Banque de développement italienne, Cassa Depositi e Prestiti (CDP), mobilisera des financements d'un montant supérieur à un milliard de dollars pour des projets en Afrique en 2024, indique l'agence de presse italienne Agenzia Nova, citant le PDG de l'institution. « En 2024, nous dépasserons pour la première fois un milliard de dollars de financements en faveur de l'Afrique », a déclaré Dario Scannapieco. Et d'ajouter : « L'Italie est très bien placée pour renforcer la coopération avec les pays africains dans une optique mutuellement bénéfique ». Aux yeux du même responsable, l'Afrique dispose de nombreux atouts, précisant que les secteurs prioritaires pour la CDP sont l'énergie, les infrastructures durables, la sécurité alimentaire et la protection du climat. Dans le même registre, M. Scannapieco souligne que « l'un de ces bureaux devrait être installé à Abidjan, étant donné les relations très étroites avec la Banque africaine de développement, et l'autre pourrait être implanté au Kenya, où il y a beaucoup d'opportunités d'investissement ».

ACCIDENTS DE LA ROUTE

11 morts et 638 blessés durant les dernières 48 heures

Onze (11) personnes sont décédées et 638 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. Durant la même période, la Protection civile a enregistré le décès de 8 personnes par noyade dont 5 dans des plages interdites à la baignade, alors que 2317 autres ont été sauvées de noyade dont 222 évacuées vers les hôpitaux. Les secours de la Protection civile sont intervenus, durant la même période, pour l'évacuation de 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant du chauffe bains de leur habitation à la cité Ali Mendjeli, commune d'El Khroub (Constantine). S'agissant du dispositif de lutte contre les incendies de forêts, les agents de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 66 incendies de forêts, maquis, broussailles et arbres fruitiers à travers plusieurs wilayas du pays.

ONU TOURISME

Création de deux académies en Afrique

L'Organisation mondiale du tourisme (ONU Tourisme), l'agence des Nations Unies chargée de la promotion d'un tourisme responsable, durable et universellement accessible, fait part dans un communiqué de son projet de création de deux académies en Afrique. La première académie sera basée à Livingstone, au sud de la Zambie. Sa spécialisation concerne la formation en tourisme et hôtellerie ainsi que la proposition d'une gamme de cours destinée aux étudiants débutants ainsi qu'aux professionnels en quête de compétences pour booster leur carrière. Notons qu'ONU Tourisme a signé un protocole d'accord avec le ministère zambien du Tourisme. Les deux institutions ont également procédé à la pose de la première pierre marquant le début de la construction de l'académie. En plus de la Zambie, le Zimbabwe a été choisi pour abriter une académie africaine d'ONU Tourisme dans la ville de Victoria Falls. « Nous sommes ravis de travailler en étroite collaboration avec ONU Tou-



risme pour développer le tourisme gastronomique dans notre pays et dans l'ensemble de la région. La nouvelle académie créée en collaboration avec ONU Tourisme témoigne de notre volonté commune de donner aux professionnels du tourisme les moyens d'exercer leur métier dans le domaine des arts culinaires et de placer le Zimbabwe sur la carte mondiale de la gastronomie », a déclaré la ministre zimbabwéenne du

tourisme et de l'hôtellerie, Barbara Rwodzi. Dans son communiqué, ONU tourisme a affirmé que « le tourisme africain connaissant une croissance significative, il est désormais urgent de former un large éventail de professionnels qualifiés, tous dotés des compétences dont les entreprises touristiques modernes ont besoin ».

ÉMIGRATION CLANDESTINE

Démantèlement d'un réseau de passeurs à Oran

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, les éléments la Sûreté de la wilaya d'Oran sont parvenus à démanteler un réseau criminel, spécialisé dans l'organisation illé-

galement de voyages de migrants. Dix-neuf individus ont été arrêtés après l'obtention d'un mandat de perquisition, qui a permis la saisie d'une embarcation de fortune, d'un moteur Suzuki de 100 che-

vaux, 11 bidons d'essence, de même que le matériel et des objets utilisés dans les opérations de migration clandestine, dont un véhicule et 8 pompes. Les mis en cause dans cette affaire ont été présentés devant le

procureur sous les chefs d'inculpation de trafic de migrants et organisation de sorties illégales du territoire national. Ils ont été placés sous mandat de dépôt.

GUELMA

L'incendie d'Ain Chouikha dans la commune de Bouhamdane éteint

Les éléments de la Protection civile sont parvenus samedi à éteindre l'incendie déclaré vendredi dans la forêt d'Ain Chouikha, à la commune de Bouhamdane, dans la wilaya de Guelma, ap-

prend-on de la cellule de communication de la direction locale de la Protection civile. La même source a précisé que l'extinction de cet incendie a mobilisé 50 sapeurs-pompiers, six camions anti-incendie avec

un appui aérien assuré par quatre avions anti-incendie. Les flammes de ce feu ont parcouru 22 hectares de végétations dont 5 hectares de forêts, 5 hectares de broussailles et 12 hectares d'herbes sèches, a

précisé la même source. Les agents de la Protection civile veillent actuellement à la surveillance du site de l'incendie et demeureront sur place pour s'assurer de son extinction totale, est-il noté.

BIR MOURAD RAIS (ALGER)

Saisie de mercure blanc argenté d'une valeur de plus 2 milliards

Les services de sécurités de la wilaya d'Alger, représentés par la police judiciaire de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais, ont réussi dans le courant de la semaine écoulée à démanteler une importante bande criminelle, composée de 4 individus, versés dans la détention et la contrebande de produits sensible prohibés, le mercure blanc argenté en l'occur-

rence. C'est ce qu'annonce ce samedi la DGSN dans un communiqué accompagné d'une vidéo montrant cette prise de qualité. Le même document fait état de la découverte et la saisie de 20 kilos de ce produit sensible, d'une valeur vénale de plus de 2 milliards de centimes. C'est sur la base de renseignements avérés concernant ce dangereux trafic, qu'un plan sécuritaire a été déployé afin

de prendre cette bande en situation de flagrant délit lors de la fouille de son véhicule. Cette fouille préliminaire a permis la découverte et la saisie de 6.715 grammes de ce produit sensible, ainsi que 145.000 DA. La poursuite des investigations, en sus de la fouille des domiciles des suspects, a abouti sur la découverte et la saisie de pas moins de 21,2 kilos de ce produit

sensible, ainsi qu'une somme de 162.500 DA, produite par ce commerce dangereux et illicite. Après finalisation des procédures légales de rigueur, les suspects ont été déférés devant la justice pour constitution d'une bande de malfaiteurs, ainsi que détention et commercialisation de produits sensibles et prohibés.